

COLLÈGE INTERARMÉES
DE DÉFENSE



La Nouvelle Politique Etrangère des Etats-Unis pour l'Afrique Noire

**Mémoire de géopolitique
du lieutenant colonel Oliver JENKINS
dans le cadre du séminaire « Afrique Noire »**

Directeur : Professeur Pascal CHAIGNEAU
directeur du Centre d'Etudes Diplomatiques
et Stratégiques (CEDS)

Avril 2005

La Nouvelle Politique Etrangère des Etats-Unis pour l'Afrique Noire

SOMMAIRE

PREMIERE PARTIE : LA POLITIQUE OFFICIELLEMENT AFFICHEE

La politique du Président Bush pour l'Afrique noire

L'évolution de la politique des Etats-Unis pour l'Afrique noire

Les priorités budgétaires et législatives

DEUXIEME PARTIE : LES CRITIQUES

Le sous financement des initiatives sur le SIDA et de l'aide économique

Les obstacles pour le développement

L'incohérence des actions américaines en Afrique Noire

Les Etats-Unis s'intéressent seulement au pétrole et au terrorisme

Au-delà des paroles

TROISIEME PARTIE : DES SOLUTIONS POTENTIELLES POUR L'AVENIR

Plusieurs Propositions

Ce que veut l'Afrique Noire

Ce que les Etats-Unis ne devraient pas faire

INTRODUCTION

L'Afrique pèse sur la conscience des Américains. Une partie significative de la population des Etats-Unis est originaire d'Afrique Noire. L'histoire de l'arrivée de leurs ancêtres relève d'une période dont tous les américains ont honte. Pour Henry Kissinger, ancien Ministre des Affaires Etrangères, « les Etats-Unis aggravent cet affrontement si leur politique africaine est une concession symbolique au passé. »¹ Les problèmes de l'Afrique sub-Saharienne² sont une épreuve pour un pays qui prétend rechercher l'éradication de la souffrance dans le monde.

La pauvreté est partout en Afrique Noire. La région a la croissance économique la plus faible du monde et elle est très en retard en matière de modernisation. Les guerres civiles sauvages sont monnaie courante et la corruption est envahissante. Par la suite du chaos, plusieurs pays ont devenu des refuges pour les terroristes, pour les mafias, et pour le blanchissement de l'argent. La proportion d'habitants affectés par les épidémies est plus grande que nulle part ailleurs ; l'Afrique est le foyer de seulement 10% de la population mondiale mais héberge plus de 70% des cas de sida.³ Il est impossible de rechercher la « sécurité globale »⁴ sans s'intéresser aux problèmes de l'Afrique Noire.

Selon une analyse réaliste, il y a peu d'intérêts sécuritaires traditionnels en Afrique sub-Saharienne pour les américains aujourd'hui. L'époque de la guerre froide est terminée. Dès lors, les Etats-Unis n'ont plus besoin d'empêcher l'accès aux ressources africaines à un adversaire Soviétique. Il est aussi peu envisageable de voir émerger un nouvel adversaire

¹ KISSINGER Henry, *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21st Century*, New York; Touchstone, 2002, p. 201.

² L'Afrique sub-Saharienne est composée de tous les états de l'Afrique sauf Algérie, Egypte, Libye, Maroc, Mauritanie, Sahara Occidental et Tunisie. Quand le gouvernement américain parle de sa "politique africaine", généralement, il fait allusion à sa politique étrangère pour l'Afrique sub-Saharienne. Le terme "Afrique Noire" n'a pas d'équivalent aux Etats-Unis. Par conséquent, "Afrique Noire" et "Afrique sub-Saharienne" sont utilisés synonymes dans ce mémoire bien que l'Afrique du Sud n'est pas considéré par plusieurs d'appartenir à l'Afrique Noire.

³ BOOKER S. et COLGAN A., "Compassionate Conservatism' Comes to Africa", *Current History*, May 2004, p.232.

⁴En contexte des relations internationales, l'idée de l'élargissement du concept de sécurité qui tient en compte d'autres risques contemporains que militaires pour la sécurité, comme les menaces économiques, sociales et environnementales qui inclut les réfugiés, les épidémies, les drogues, etc.

stratégique menaçant la région ou une nation africaine essayant de dominer le continent⁵. En termes financiers et commerciaux, les Etats-Unis n'ont pas beaucoup à protéger non plus. Pourtant, l'absence d'une logique typique de géopolitique n'implique pas que Washington n'ait aucune raison de s'investir en Afrique Noire. Etre membre de la « communauté mondiale » est important pour les américains et ils croient que l'histoire leur impose de jouer un rôle important dans le futur de l'Afrique.⁶

La tâche la plus urgente en Afrique Noire est le soulagement des souffrances et l'éradication des épidémies. Au long terme, il faudra réduire les conflits politiques, aider la reformation des systèmes politiques, et augmenter le niveau de vie. Les Etats-Unis ont développé une politique étrangère africaine assez cohérente pour ce faire mais, malheureusement, ils se battent pour la mener à son terme, essentiellement du fait du sous financement chronique des programmes d'assistance, de la mauvaise conception de plusieurs initiatives, et d'une réticence à s'engager multilatéralement.

Pour évaluer honnêtement la politique étrangère américaine concernant l'Afrique Noire, il faut dans un premier temps connaître la politique officiellement affichée, ses origines et sa construction budgétaire. Dans un deuxième volet, il importe d'entendre les critiques de cette politique. Finalement, pour avoir une idée de l'avenir, il faut être au courant des propositions et des suggestions faites.

⁵ Une réaliste n'apercevra pas le terrorisme comme une adversaire stratégique traditionnelle sans l'existence d'un état nation.

⁶ KISSINGER Henry, *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21st Century*, New York; Touchstone, 2002, p. 201.

PREMIERE PARTIE : LA POLITIQUE OFFICIELLEMENT AFFICHEE

1.1. La Politique du Président Bush pour l'Afrique Noire

En Afrique, l'espoir et l'opportunité vont de paire avec la famine, la guerre, la maladie et l'extrême pauvreté. Cela menace à la fois une valeur importante pour les Etats-Unis, la préservation de la dignité humaine, et pour une de ses priorités stratégiques, le combat global contre le terrorisme. Alors, les intérêts et les principes des Etats-Unis vont dans le même sens. Ils veulent travailler avec d'autres pour une Afrique qui vive en liberté, en paix, et en prospérité croissante.

Avec ses alliés et amis, l'Amérique veut aider à renforcer les états fragiles, veut aider à construire des frontières indigènes garantissant la sécurité des pays, et veut aider à fortifier l'infrastructure de maintien de l'ordre et de renseignement pour refuser tout sanctuaire aux terroristes. Un environnement plus létal existe aujourd'hui en Afrique pour les Etats-Unis à cause des guerres civiles qui s'étendent à travers les frontières nationales, créant ainsi des zones de conflit régional. Les Etats-Unis veulent former des « coalitions of the willing » (coalitions des volontaires) et promouvoir des accords de sécurité coopérative qui pour eux semblent essentiels pour affronter ces menaces émergentes transnationales.

Le gouvernement des Etats-Unis a de nouveau rédigé sa stratégie de sécurité nationale (National Security Strategy) après le 11 septembre 2001. Cette stratégie décrit une grande partie de sa politique pour l'Afrique Noire. La grande superficie de l'Afrique et sa diversité impliquent pour les Etats-Unis une stratégie de sécurité centrée sur l'engagement bilatéral et la formation des « coalitions of the willing ». L'administration Bush va mettre l'accent sur trois stratégies interdépendantes pour la région. Les pays avec un impact majeur sur leurs voisins, comme l'Afrique du Sud, le Nigeria, le Kenya, l'Ethiopie, sont des états pivots pour l'engagement régional et requièrent beaucoup d'attention. La deuxième stratégie est la coordination avec les alliés, les amis et les institutions internationales que les Etats-Unis croient essentiels à la médiation efficace des conflits et au succès des opérations de maintien de la paix. En dernier volet, l'administration met l'accent sur les états capable de reformation et les organisations sous régionales qu'elle pense devoir soutenir car ils constituent les meilleures réponses permanentes aux menaces transnationales. Pour le

gouvernement américain, en fin de compte, le démarche vers la liberté politique et économique constitue la voie la plus sûre vers le progrès en Afrique sub-Saharienne, parce que la plupart des guerres sont des conflits liés au contrôle de ressources naturelles et l'accès au pouvoir politique est souvent recherché à travers des différences ethniques et religieuses.

L'administration de Bush a aussi déclaré officiellement sa confiance en l'Union Africaine. Pour elle, cette organisation, par son attachement à la bonne gouvernance et aux systèmes politiques démocratiques, offre des opportunités de renforcer la démocratie sur le continent. Cette structure est basée sur des fondamentaux idéologiques partagés par les Américains et qui les rendent optimistes pour l'avenir.⁷

Pour le président Bush, la politique des Etats-Unis pour l'Afrique noire est fondée sur les trois piliers suivants : l'approche stratégique, des priorités politiques bien définies, et le principe d'engagement bilatéral. L'approche stratégique, mentionnée supra, comprend l'idée de travailler de façon proche avec les pays clés régionaux, dits « anchor states ». Elle insiste aussi sur le soutien aux organisations sous-régionales et l'engagement avec l'Union Africaine. En terme de priorités politiques bien définies, Mr Bush veut faire porter l'effort sur le combat contre la pandémie de SIDA, le progrès de la liberté politique et économique, et la promotion de la paix et de la stabilité régionale. Par exemple, le SIDA à lui seul crée plus de 11 millions d'orphelins en Afrique sub-Saharienne. L'administration souligne qu'elle a lancé le « Global AID Fund » et a donné plus de 700 millions de dollars entre 2001 et 2003 pour la guerre contre le SIDA en Afrique. Les principes des engagements bilatéraux constituent le troisième pilier. Ces principes incluent la bonne gouvernance, la réforme économique, la promotion de la santé et l'éducation. L'« Africa Growth and Opportunity Act » a été créé selon ces principes pour encourager le commerce et le développement économique en Afrique Noire. Tous cela donne une cohérence claire à la politique étrangère des Etats-Unis dans la région.

1.2. L'Evolution de la Politique des Etats-Unis pour l'Afrique Noire

La politique américaine pour l'Afrique Noire a beaucoup changé depuis la deuxième guerre mondiale. Deux événements majeurs l'ont affectée durant les derniers vingt ans : la

⁷ Communiqué de press, Bureau of African Affairs, US State Dept., 11/8/03

chute du mur de Berlin et le onze septembre. Pendant la guerre froide l'Afrique était seulement un champ de bataille virtuel pour les cœurs et les esprits des Africains entre la puissance de l'Est et celle de l'Ouest. Après l'effondrement de l'Union soviétique, le commerce et les bénéfices économiques sont devenus les plus importants facteurs. Finalement, les attentats en Septembre 2001 ont recentré la politique sur la stratégie sécuritaire et la progression de la démocratie. C'est de là essentiellement que George W. Bush tire aujourd'hui ses trois piliers.

Les Etats-Unis se sont toujours envisagés comme les défenseurs suprêmes de la liberté dans le monde. Depuis que le président Woodrow Wilson a énoncé ses quatorze points au Congrès en 1918, l'Amérique s'est donnée comme mission la défense de la démocratie. Le Président Truman a continué sur cette voie en parlant de l'obligation des Etats-Unis de préserver les institutions de liberté partout dans le monde. Le principe de la diffusion de la démocratie de Bill Clinton, pousse cette philosophie encore plus loin. Plusieurs ont trop insisté sur la "destinée manifeste" et les aspects religieux qui ont guidé la politique américaine à travers les cinq continents. La propagation de la démocratie est plutôt une évolution du vingtième siècle qu'une philosophie du dix-neuvième dont les pères fondateurs étaient toujours en train de se remettre de la persécution religieuse qu'ils sentaient de l'autre côté de l'Atlantique. Même si les néo-conservateurs d'aujourd'hui évoquent trop souvent Dieu pour soutenir leurs raisonnements, le seul président durant le vingtième siècle, qui parlait vraiment de religion pendant sa campagne politique était Kennedy qu'il l'a banalisé pour combattre l'opinion qu'il était un fanatique catholique.

L'autre grand courant historique portant la politique étrangère des Etats-Unis, promu de pair avec la démocratie, est le libre-échange. Les Américains ont toujours essayé d'élargir le cercle de leurs partenaires commerciaux. Cela semble certainement très raisonnable d'un point de vue économique : plus de partenaires plus de commerce. Pourtant, l'augmentation du commerce n'avait pas pour seul but le bénéfice des Américains. Selon le président George H. W. Bush, un marché libre et global doit améliorer le niveau de vie de tous et assurer le partage de la croissance et la prospérité au monde. Une théorie courante prétend que les différends d'aujourd'hui sont produits par le mécontentement des populations du fait de niveaux de vie inégalitaires plutôt que par des rivalités ethniques ou religieuses. La

croissance économique est devenue pour George W. Bush, et également pour plusieurs libéraux, une doctrine pour promouvoir la sécurité internationale.

1.2.1. La guerre froide

Pendant la guerre froide, le gouvernement Américain a soutenu la politique de décolonisation en Afrique. Bien que les Etats-Unis aient souvent exposé le droit de l'autodétermination des peuples comme raison de leurs interventions sur le continent, leur but stratégique était sans doute plus lié à l'arrêt de l'influence soviétique. Ils craignaient la prise de pouvoir et de contrôle de l'URSS, et menaient une politique d'opposition au Russe. Quoi qu'il en soit, les intérêts économiques, pétroliers en Angola et ressources minérales en Afrique du Sud, jouaient un rôle peu important à cette époque. L'Afrique, comme d'autres régions, était un terrain d'affrontement entre les grandes puissances.

Vers la fin de la guerre froide, l'aspect sécuritaire en Afrique devient moins important pour les Etats-Unis. Une période d'apaisement, dirigée par l'influence au gouvernement et au sein de l'opinion publique des Afro-américains, apparaît. Surtout vis à vis de l'Afrique du Sud mais aussi d'autres pays comme l'Angola et la Namibie, leur influence a encouragé l'engagement Américain. Des manifestations anti-apartheid ont provoqué l'embargo de plusieurs produits Sud-Africain et le dessaisissement de plusieurs entreprises dans la région. Malgré l'application inconsistante de la promotion des droits de l'homme noir en Afrique, cette sensibilité est permanente dans la politique des Etats-Unis. Un fort "lobby" noir l'assure. Depuis les années quatre-vingt dix, le SIDA est inclus dans cette même veine. Même si l'épidémie arrive assez tardivement dans la pensée américaine, le gouvernement s'engage activement dans la surveillance, la recherche, la prévention et le soin de cette maladie. Selon le président Clinton, le SIDA est devenu une question de sécurité nationale. Ces considérations sécuritaires sont liées au risque de déstabilisation politique et économique régionale et forcent les Etats-Unis à s'engager.⁸ Les "Global Aids Programs" (GAP) est un résultat de cette démarche.

⁸ LERICHE Frédéric, "La politique africaine des Etats-Unis: une mise en perspective", *Afrique contemporaine*, N 207- Automne 2003, p.19.

1.2.2. L'administration Clinton

Le début de l'administration Clinton est caractérisé par une politique parfois indécise pour l'Afrique. Toutefois, en 1993, le gouvernement décide d'intervenir en Somalie pour imposer la paix et faciliter la distribution de nourriture. Malheureusement, l'opération "Restore Hope" est un désastre relatif pour les militaires Américains ; dès que les images d'un soldat traîné dans les rues sont diffusées aux Etats-Unis, il a fallu retirer les troupes. Cette tragédie a profondément marqué Clinton, et, en réaction, il formalise sa politique par les trois principes suivants :

- "- trouver des solutions africaines aux problèmes africains, c'est-à-dire limiter les interventions directes et chercher des relais sur place ;
- intégrer l'Afrique dans les circuits de l'économie mondiale, comme fondement de la diplomatie commerciale de l'après-guerre froide ;
- s'opposer activement au terrorisme, islamiste, comme au Soudan ou en Libye."⁹

Cette politique, dite défensive ou préventive, de Clinton a duré jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, quand Bush se sent forcé de mener une politique beaucoup plus agressive.

1.2.3. Après le 11 septembre 2001

L'évolution de la politique africaine en fonction de l'attaque terroriste de 2001 apparaît en plusieurs démarches. L'importance du continent du point de vue sécuritaire a nettement grandi. Avec ses frontières passives et sa capacité limitée de maintien l'ordre, l'Afrique est devenu une cible de haut potentiel pour les criminels internationaux et les organisations terroristes. Pour les analystes, l'Afrique noire est perçue comme un foyer pour les groupes terroristes où ils peuvent trouver un sanctuaire au sein des "failing states" (états faibles). Donc, l'Amérique renforçait sa présence militaire dans la région et augmentait la formation des soldats africains de plusieurs pays pour lutter contre cette "nouvelle" menace. Cela ressortait aussi d'une politique de l'endiguement de l'islamisme radical. Le développement économique et l'appui à la démocratisation des états sub-Sahariens sont promu comme réponses et font parti de cette même philosophie. Le potentiel économique de l'Afrique est également devenu plus important pour l'administration Bush. Il voit le

⁹Ibid p.14.

pétrole africain comme une ressource stratégique offrant aux Etats-Unis une alternative à l'énergie du Moyen Orient. Par conséquent, le gouvernement valorise le développement des entreprises dans la région.

1.3. Les Priorités Budgétaires et Législatives

Afrique Noire est une région de grand potentiel, riche en ressources naturelles et de talents humains. Pourtant, cette zone reste le plus pauvre au monde. Conflits chroniques, pauvreté et maladies empêchent l'efficacité de la gouvernance et le développement économique. De plus en plus, les problèmes africains sont les problèmes des Etats-Unis. Les effets des flux de réfugiés, d'armes et de drogues, la propagation de maladies, la dégradation environnementale se font sentir loin de la frontière africaine. Dès lors, l'administration Bush semble être engagée pour la réforme et le progrès de la région. Les cinq principaux buts des Américains sont de promouvoir la croissance économique par le soutien des réformes du marché et du secteur privé, d'aider à la résolution des conflits qui empêchent le développement économique et politique, d'encourager les réformes démocratiques, la bonne gouvernance, le respect des droits de l'homme, de combattre le SIDA et d'autres maladies, et de protéger l'environnement africain et l'utilisation des ressources renouvelables. Le budget de 2004 adressait ces buts, avec une demande de plus de 1,5 milliard de dollars pour atteindre leurs objectifs.

1.3.1. Les programmes de croissance économique

La stratégie américaine de promotion de la croissance économique inclut un accent sur la récompense et le renforcement de politiques gouvernementales efficaces, et sur l'ouverture et la création d'opportunités pour le développement du secteur privé. L'African Growth and Opportunity Act est une loi du Congrès centrée sur le commerce bilatéral avec l'Afrique sub-Saharienne. L'AGOA offre, aux nations africaines éligibles, un accès plus libéral au marché américain. L'éligibilité d'un pays est basée sur sa démonstration de progrès continus dans les domaines suivants : une économie basée sur le marché, un état de droit et une politique pluraliste, l'élimination des barrières d'échanges et d'investissement, des efforts pour combattre la corruption, des politiques pour réduire la pauvreté,

l'amélioration de la santé publique et l'éducation, la protection des droit de l'homme, et l'élimination des pratiques de travail des enfants. Les Etats-Unis présentent le Lesotho, le Swaziland, et la Namibie comme des bénéficiaires de cette législation ; AGOA a créé 10,000 emplois nouveaux en Lesotho, a été la moteur pour la construction de 20 nouvelles usines de textile en Swaziland, et a encouragé un investissement nouveau de 250 millions \$ en Namibie. Selon l'administration américaine, l'AGOA a réussi son but de servir de tremplin vers le premier accord de libre échange (Free Trade Agreement) avec l'Afrique sub-Saharienne. « Cela démontre à nouveau aux Américains, le niveau de préparation de plusieurs pays pour remplir les droits et les obligations requises pour devenir partenaire d'un économie globale. »¹⁰

Dans la sphère économique, les Etats-Unis poursuivent leur programme « Sovereign Credit Rating Initiative » (Initiative de Cotation Nationale de Solvabilité) qui était créé suivant l'idée que l'investissement privé, comme source de financement et de savoir-faire est essentiel pour la croissance et le développement en Afrique. L'idée sous-tendant cette initiative est que les états signalent au marché international leur état de préparation pour participer à l'économie globale en ouvrant leurs bilans et leurs documents financiers au public en démontrant leur solvabilité, l'absence de corruption et leurs principes. L'initiative valorise des politiques monétaires et fiscales réalistes même quand il faut faire face à une opposition politique, car elle exerce une pression destinée à maintenir une réputation de solvabilité vis a vis de leurs voisins. Ces Sovereign Credit Ratings, évalués par un organisme indépendant, offrent aux entreprises une façon d'évaluer l'environnement économique d'un pays et son niveau de risque financier. Le financement d'une banque privée angolaise, établi pour le financement de nouvelles entreprises, et la création d'une bourse au Kenya incluant la formation de ses directeurs et fonctionnaires, constituent des résultats de cette initiative. Le bureau africain fournit l'assistance et formation pour la chambre de commerce et d'industrie éthiopienne, sa banque centrale, son système de régulation et sa nouvelle commission anti-corruption. Le succès du SCRI est visible avec plus d'une vingtaine de pays d'Afrique sub-Saharien participants.

En 2002, l'administration Bush créait le Millenium Challenge Account (MCA) qui a pour fonction de canaliser les aides de développement pour les pays considérés comme le

¹⁰ BELLANY William A., La témoignage devant le Senate Foreign Relations Committee, 2/4/2003

méritant. Les bénéficiaires de MCA doivent réaliser certains objectifs avant de recevoir de l'argent. Les trois critères de base imposés aux états pour en bénéficier sont la bonne gouvernance, l'investissement social, et la liberté économique. Ensuite, les pays doivent montrer qu'ils ont agi concrètement avec le financement en termes de réduction de la pauvreté et de croissance économique. Ceci constitue un système de motivation ou d'encouragement pour récompenser ceux qui diffusent la liberté d'expression, luttent contre la corruption, et promeuvent la démocratie, avec le but de leur donner les outils pour leur propre prospérité. Aujourd'hui, sept pays de l'Afrique Noire (plus six autres qui sont presque admis) reçoivent de l'assistance financière mais pas à égal niveau. Le budget de MCA était \$1 milliard pour 2004, \$ 1,5 milliard pour 2005 avec un demande de \$ 6 milliard pour 2006.

1.3.2. La coopération militaire

Les programmes américains d'assistance en Afrique Noire ne sont pas seulement liés à un aspect économique ou commercial. Le gouvernement se rend compte que la diplomatie seule ne peut pas régler tous les conflits dans la région. Dès lors, les Etats-Unis ont mis en place plusieurs programmes d'assistance militaire comme l'International Military Education Training (IMET), le Joint Combined Exchange Training (J-CET), l'African Crisis Response Initiative (ACRI), et African Contingency Operations Training and Assistance Program (ACOTA). L'IMET est un programme pour former les officiers africains au Etats-Unis et le J-CET prévoit l'envoi des forces spéciales pour former les militaire en Afrique. L'ACRI et l'ACOTA se sont créés pour développer leur capacité dans les opérations humanitaires et de maintien de la paix. Tous les quatre contiennent l'idée d'entraîner les africains à être capable de gérer leurs propres problèmes. Des « états pivots » sont fortement impliqués dans la stabilité régionale et sont les premiers bénéficiaires de cette politique. Le Kenya et l'Ouganda sont des pays clés dans la région des grands lacs, de même que le Nigeria dans le golfe de Guinée et l'Afrique du Sud dans le sud du continent. En 2004, la plus grande part du budget de \$ 24 million pour les volontaires du maintien de la paix, était utilisé pour ces programmes d'augmentation capacitaire. Mais n'importe leur succès, l'administration tient compte que quelques différends extrêmes exigeront toujours une force de stabilité venant de l'extérieur.

1.3.3. La promotion de la bonne gouvernance

Le président a demandé plus de \$ 77 millions de « Economic Support Funds » (ESF) (des Fonds d'Assistance Economiques) pour l'Afrique Noire afin de promouvoir des élections libres et justes, les droits de l'homme, le renforcement des sociétés civiles, et les médias indépendants. Il désigne comme véritable succès les élections au Kenya et sa politique de combat de la corruption. La formation des fonctionnaires, l'implémentation d'un système de transparence des fonds publics, l'entraînement des élites dans le secteur public au Kenya, sont aussi payés par ces ESF. Plus de 70% des ESF vont être concentré sur dix pays choisis pour leur importance régionale. Le but n'est pas seulement de renforcer la bonne gouvernance et l'élargissement de la démocratie, mais aussi d'aider à la réconciliation et au retour à la paix après les conflits. Par exemple, les ESF sont bien fait pour la réintégration et le remplacement des ex-combattants après le conflit des grands lacs. Le reste des ESF est prévu pour les pays de moindre importance stratégique qui reçoivent peu d'assistance financière. Ces fonds leur seront donnés pour soutenir leurs initiatives environnementales, pour payer pour les programmes de lutte contre les trafics d'êtres humains, et pour les projets anti-terroristes (assistance technique et sécurité des aéronefs). Bien que le titre de ce programme contienne le mot économique, il est plutôt basé sur le renforcement des progrès vers les valeurs internationales que vers l'amélioration des liens commerciaux.

1.3.4. Les politiques de la santé et de l'environnement

Les Etats-Unis sont aussi engagés fortement pour combattre le SIDA et d'autres maladies infectieuses dans la région. L'initiative du président Bush sur le SIDA était saluée en Afrique comme un grand pas en avant par les Américains. Son nouveau plan de secours d'urgence pour le soulagement du SIDA, annoncé pendant son « State of the Union Address » en 2003, demande un budget de \$15 milliards en cinq ans pour combattre l'épidémie. L'argent doit être utilisé pour prévenir sept millions de nouveaux cas d'infection, traiter deux millions de personnes déjà infectées par le SIDA, et offrir des soins à dix millions de personnes infectés et d'orphelins. Ce programme représente un engagement

tangible et substantiel de la part des Etats-Unis pour s'engager aux côtés de l'Afrique dans une véritable lutte pour la survie. ¹¹

Sur le plan environnemental, l'administration soutient les politiques de conservation parce qu'il croit que la diversité biologique en Afrique Noire et ses ressources naturelles sont inextricablement liées à la paix et à la sécurité nationale et internationale. Il fournit son assistance en termes de programmes environnementaux qui ont renforcé la responsabilité, la participation et la bonne gouvernance en Sénégal, Namibie, Botswana, et dans la forêt du bassin du Congo. Le gouvernement américain évoque aussi le progrès vers la ratification de la convention de désertification de l'ONU et la coopération régionale pour le management des eaux. Selon lui, les ESF et d'autres fonds d'assistance (Development Assistance funds) vont être aussi utilisés pour pérenniser l'usage des ressources naturelles africaines, et protéger les animaux et leurs habitats. Bien que les intentions des Etats-Unis semblent être bonnes et honorables, leur programme environnemental, comme plusieurs dans d'autres domaines, est loin d'être réalisé.

¹¹ Ibid.

DEUXIEME PARTIE : LES CRITIQUES

Bien que deux Afro-américains aient occupé les postes les plus importants dans la politique étrangère des Etats-Unis, l'Afrique ne reçoit pas l'attention qu'elle mérite et sollicite. Naturellement, l'administration Bush est préoccupée par d'autres régions du monde. Mais cela n'explique pas pourquoi la politique africaine des Etats-Unis est souvent caractérisée pour sa duplicité par ceux qui en font la critique. Ils estiment que le discours est plein de promesses non tenues et contient des politiques nuisibles énoncées avec une rhétorique ronflante. Les programmes de lutte contre le SIDA et d'aide économique, insuffisamment financés et mal conçus, servent cet argument. Le gouvernement semble préférer une approche sélective, choisissant certains pays clés pour recevoir la plupart des fonds. Cette stratégie, dites « worthwhile Africa », présentent le risque de négliger les pays qui ont le plus besoin d'assistance. Selon deux analystes d'un « Think Tank » américain :

« Les priorités de la politique étrangère américaine ont eu un impact négatif directement et indirectement sur l'Afrique. La préoccupation des Etats-Unis pour la guerre contre le terrorisme, les armes présumées de destruction massive et la mésaventure militaire de Washington en Iraq, ont fait souffrir l'Afrique en termes économiques et politiques. La Maison Blanche a transformé l'Afrique en terrain géostratégique, en définissant la valeur du continent en termes de pétrole et d'accès aux bases militaires, et en déclinant les relations Etats-Unis – Afrique de nouveau selon le modèle de la guerre froide. »¹²

2.1. La Sous Financement des Programmes sur le SIDA et l'Aide Economique

2.1.1. Millenium Challenge Account

En 2002, le président des Etats-Unis a créé le MCA pour offrir plus d'argent au pays qui étaient engagés dans des politiques de promotion du développement. Il a affirmé que son gouvernement offrira des milliards de dollars chaque année, jusqu'à atteindre un maximum de 5 milliard \$ en 2006. L'administration offrait cela pour démontrer que le

¹² BOOKER S. et COLGAN A., “‘Compassionate Conservatism’ Comes to Africa”, *Current History*, May 2004, p.232.

président Bush s'intéresse à la pauvreté de l'Afrique Noire. Malheureusement, pour la troisième année de suite, le gouvernement a attribué moins qu'il a promis. Le président Bush devait demander au Congrès 1,7 milliard \$ en 2004, et 3,3 milliard \$ en 2005. Il a reçu seulement 1 milliard \$ en 2004 et 1,5 milliard \$ en 2005. Cela laisse penser que le budget de 2006 n'atteindra pas le montant prévu. L'autre défaut de ce programme est qu'alors que plusieurs pays ont droit au MCA grâce à leur bonne gouvernance, aucun n'a jusqu'à présent reçu les fonds. De plus, le MCA apporte son aide seulement à certains pays atteignant des critères politiques et économiques : cette initiative fait donc peu pour soutenir la réduction de la pauvreté en Afrique Noire car les pays les plus pauvres n'y ont pas accès. Le directeur exécutif de la Millennium Challenge Corporation a pourtant assuré que le programme de Bush « a avancé à une vitesse extrêmement rapide ».¹³ En tous cas, les montants de ce programme sont toujours en dessous de ce que les Etats-Unis peuvent et doivent offrir, et très inférieur aux besoins de l'Afrique Noire.

2.1.2. La lutte contre le VIH/SIDA

La pandémie du SIDA est le plus grand défi pour l'Afrique et aujourd'hui la plus grande menace globale pour la sécurité humaine. En dépit de la rhétorique du gouvernement américain, il perdure un manque de priorité pour cette crise aux Etats-Unis. Avec moins de 10 % de la population mondiale et plus de 64 % des malades, la problème est exacerbé en Afrique Noire car il n'y a que peu d'accès aux traitements. Il est estimé que presque quatre fois plus de jeunes femmes que de jeunes hommes sont infectées par le VIH en Afrique subsaharienne ; la région étant frappée le plus fort par cette maladie du fait de sa pauvreté, du manque d'intérêt des pays occidentaux et du refus des gouvernements africains de reconnaître l'ampleur de la crise. Malheureusement, l'action politique des Etats-Unis est insuffisante pour faire face à une crise de cette magnitude.

Le « President's Emergency Plan for AIDS Relief » (PEPFAR) a commencé à distribuer de l'argent en 2004, mais il est seulement centré sur une douzaine de pays en Afrique. Pour 2005, le Congrès a provisionné \$2,9 milliard pour les programmes de lutte du VIH/SIDA, la tuberculose et la malaria dans le monde ; ce qui constitue une faible

¹³ "America's promises", editorial page, *International Herald Tribune*, 29-30/1/05

augmentation depuis l'année dernière, beaucoup moins qu'il faudrait, et loin de la promesse de \$3 milliard par an pour combattre le SIDA en Afrique seule.

Au-delà de l'insuffisance financière, l'approche américaine de la pandémie en Afrique Noire peut être critiquée par ailleurs. Au lieu de promouvoir l'accès aux médicaments génériques moins chers, essentiels pour combattre la maladie, le gouvernement met l'accent sur ses relations avec le « lobby » pharmaceutique et par là encourage l'usage des médicaments produits par les grands groupes, même qu'ils sont beaucoup plus chers. L'idéologie néo-conservatrice a aussi un grand impact sur la politique conduite. Ils promeuvent l'abstinence au lieu de la contraception ce qui ne fonctionne pas bien surtout quand les normes culturelles ne sont pas partagées. Finalement, malgré l'efficacité des programmes internationaux pour combattre le SIDA, comme le « Global Fund to fight AIDS, Tuberculosis, and Malaria », les Etats-Unis favorisent une approche unilatérale pour répondre à cette crise en Afrique sub-Saharienne.¹⁴

2.2. Les Obstacles pour le Développement

2.2.1. African Growth and Opportunity Act

Les administrations successives ont mis l'accent sur le commerce comme vecteur de la croissance économique en Afrique et le point central pour son intégration dans l'économie globale. L'« African Growth and Opportunity Act » est décrit comme la clé de voûte pour la politique de l'administration Bush sur le commerce et l'investissement en Afrique Noire. Promulgué en 2000, cette ligne politique de Clinton a offert un meilleur accès au marché américain pour certains pays et produits. Le président Bush a annoncé que plus de 38 pays auront droit au AGOA en 2005. Depuis 1980, la part africaine du commerce mondial a diminué de 50 %. Les pays sub-Sahariens sont trop dépendants pour les matières premières et extrêmement vulnérables aux évolutions des prix des marchés. Le commerce total entre les Etats-Unis et l'Afrique Noire a diminué considérablement en 2002 (-15 %) avec un déclin en imports et en exports.¹⁵ 2003 n'était pas beaucoup mieux. Le plus récent profil du commerce Amérique/Afrique indique que les échanges bilatéraux entre les Etats-Unis et

¹⁴ COLGAN, Ann-Louise, "Africa Policy Outlook 2005", *Foreign Policy in Focus Policy Report*, January 2005

¹⁵ BOOKER S. et COLGAN A., "Compassionate Conservatism" Comes to Africa", *Current History*, May 2004, p.234.

l'Afrique sub-Saharienne restent très concentrés, en termes de partenaires comme en termes de produits. Peu de pays contribuent à la plupart des importations et des exportations. Les partenaires clés pour les Etats-Unis sont les grands producteurs de pétrole, dont le Nigeria, l'Angola, et le Gabon ; les plus grands bénéficiaires d'investissements sont aussi les grands producteurs de pétrole. En 2003, 70 % des exportations africaines vers les Etats-Unis étaient constituées de produits pétroliers, représentant 80% des imports d'AGOA. La quantité de pétrole venant d'Afrique Noire va continuer à augmenter. Dès lors, les politiques commerciales ont bénéficié à peu de pays et ont perpétué le rôle de la région en tant que source de ressources naturelles et d'ouvriers bon marché.

2.2.2. L'annulation de la dette étrangère

Les traités de commerce bilatéral ne couvrent pas une autre problème important de l'économie africaine : une énorme dette étrangère. « La plupart des pays africains doit dépenser plus pour payer leurs intérêts de dette qu'ils peuvent pour l'éducation et la santé ensemble. »¹⁶ Plusieurs organisations non gouvernementales (ONG) et quelques pays africains aussi clament l'illégitimité des dettes et revendiquent qu'elles ne devraient pas être payées car les dettes étaient accumulées sous des régimes politiques tyranniques. L'année dernière, les Etats-Unis ont affirmé soutenir l'annulation multilatérale de la dette pour 42 pays. La dette devrait être prise en charge par la Banque Mondiale et le FMI. Ils pensent que la démarche conduisant des emprunts vers les subventions permettra de casser le cycle de dette. Pourtant, le Ministre des finances américain ne parle pas de l'annulation des dettes mais de leur réduction à une « dette durable » (un concept de niveau de dette d'un pays qui n'obère pas fatalement sa capacité de croissance économique). Mais, il ne reconnaît pas que n'importe niveau de dette est durable pour les pays africains quand ils sont en face de la plus grande crise de santé dans l'histoire humaine. ¹⁷ La Maison Blanche a exercé des pressions sur les organisations financières afin d'obtenir l'annulation de la dette Irakienne qui s'élève à 120 milliard \$. Elle devrait appliquer la même règle pour la dette africaine.

¹⁶ COLGAN Ann-Louise, "Africa Policy Outlook 2005", *Foreign Policy in Focus Policy Report*, January 2005.

¹⁷ Ibid.

2.3. L'Incohérence des Actions Américaines en Afrique Noire

Le soutien des Etats-Unis pour les efforts de promotion de la sécurité, de la démocratie, et des droits de l'homme en Afrique Noire est aussi souvent critiqué. La crise de Libéria en 2003 est utilisée comme exemple. Malgré les liens historiques entre les deux pays, l'administration Bush n'a pas voulu s'engager directement pour stabiliser le Libéria et soutenir son peuple. Bien que les Etats-Unis aient envoyés des bateaux pas loin de la côte de Monrovia, on leur reproche de ne pas déployer de forces terrestres pour maintenir le cessez le feu ou pour offrir une sécurité plus vaste pour les accords politiques. Le Congrès a réussi à inclure \$200 million dans le budget supplémentaire de 2004 afin d'aider la reconstruction du pays, ce qui était vraiment apprécié. Mais ce qui était plutôt désiré des Américains aurait été leur engagement pour soutenir les forces de l'Afrique de l'ouest dans la stabilisation du Libéria et de la sous région.

Bien sur, il y aura toujours des critiques qui parleront de leur propre histoire avec peu d'exemples vérifiables. Dans une conférence de politique étrangère des Etats-Unis, Isaac Lappia, ancien directeur d'Amnesty International en Sierra Leone, a mis en exergue la peine de mort, le marché d'armes de petit calibre, et le CCI (le Cours Criminel International). M. Lappia parlait des pays africains suivant aveuglement les politiques américaines. Quand les tribunaux des Etats-Unis condamnent les coupables à mort, quelque pays africains utilisaient le même argument pour éliminer leurs oppositions politiques. Il a averti des problèmes liés aux politiques américains sur les marchés d'armes de petit calibre parce que beaucoup de ces armes finissent dans les mains des rebelles et des guérillas. Finalement, Lappia a évoqué le cas de son pays, le Sierra Leone, à qui les Etats-Unis ont offert \$25 million pour l'impunité bilatérale afin de protéger les américains d'un envoi vers le CCI. Pour lui c'était une façon d'acheter la liberté des coupables.¹⁸ Peu importe la sensibilité de tels exemples, il existera toujours des critiques désirant promouvoir leur propre intérêt.

Au Soudan, les Etats-Unis était pour beaucoup dans la promotion des négociations nord-sud dans les années récentes. Le point clé de la résolution de la guerre civile était le partage des revenus pétroliers. Bien que le Ministère des affaires étrangères était présent dans plusieurs négociations et que l'administration a déclaré l'engagement américain dans la

¹⁸ "Africa, Trade, Debt & the U.S. Presidential Elections", *Observer News* 27/10/04

durée, les intentions des Etats-Unis sont toujours suspectes. Clairement les Etats-Unis s'intéressent au Soudan à cause de son importance géostratégique et de ses ressources pétrolières mais leur investissement dans la résolution de la crise doit être vu aussi à la lumière de la croissance de la démocratie dans la région et de leur attachement à la paix.

Cependant, le gouvernement n'applique pas toujours le même raisonnement. Dans d'autres négociations pour résoudre des crises internes, les Etats-Unis étaient quasiment absents. En République Démocratique du Congo, avec laquelle l'Amérique était fortement liée pendant la guerre froide, le gouvernement devrait encourager le progrès vers des élections légitimes et démocratiques au lieu de rester muet. Le Zimbabwe est un autre endroit où les Etats-Unis auraient dû s'engager plus visiblement parce que c'était un exemple de pays avec de fortes institutions démocratiques en train d'éroder par le régime de Mugabe.¹⁹ Dans d'autres instances, les Etats-Unis ont commencé à faire des efforts mais n'ont pas pu les pousser jusqu'au bout. Il est le seul pays qui a correctement déclaré que ce qui se passait au Darfour, relève du génocide, mais ses actions en réponse semblent être insuffisantes, presque insensibles. En déclarant qu'il qualifiait cette situation de génocide il y a quatre mois, le Ministre Colin Powell a dit que les Etats-Unis n'avaient pas besoin de faire quelque chose d'autre.²⁰ Pour être juste, les Etats-Unis ne sont pas les seuls qui répugnent à s'engager dans cette crise.

Le Libéria, la Somalie et le RDC étaient tous des alliés clés pendant la guerre froide, et le désarroi dont ils ont souffert pendant la dernière décennie est lié à l'influence déstabilisatrice des Etats-Unis. Maintenant, chaque pays est face à une nouvelle opportunité pour réaliser la paix et la stabilité. Les Etats-Unis, soutiendront-ils fortement leurs aspirations ?²¹

2.4. Les Etats-Unis s'Intéressent Seulement au Pétrole et au Terrorisme

Le thème des critiques les plus souvent entendus sur de la politique étrangère africaine de l'administration Bush est que ses vraies priorités sont le pétrole et ses relations

¹⁹ BOOKER S. et COLGAN A., "“Compassionate Conservatism” Comes to Africa”, *Current History*, May 2004, p.235.

²⁰ COLGAN, Ann-Louise, "Africa Policy Outlook 2005", *Foreign Policy in Focus Policy Report*, January 2005.

²¹ Ibid.

militaires stratégiques. Pour eux, il semble que le gouvernement continuera de s'associer avec l'Afrique Noire de sa propre manière, et que la politique sera dirigée par ses intérêts à travers la guerre contre le terrorisme au lieu d'être basée sur l'amélioration de la vie des Africains.

Récemment, les Etats-Unis sont devenu de plus en plus intéressés au pétrole africain comme alternative des sources du Moyen Orient. L'administration est allé jusqu'à appeler cette ressource un intérêt national stratégique. La préoccupation américaine de « sécurité énergétique » augmente l'importance de quelques pays, comme le Gabon, le Nigeria, et l'Angola, à cause de leurs ressources naturelles. En 2003, l'Afrique sub-Saharienne fournissait 16% des importations pétrolières américaines. On estime que l'Afrique de l'ouest seule exportera 25 % de leurs besoins en 2015, plus que la totalité des pays du golfe Persique.²²

L'intérêt américain de projeter une force militaire dans le golfe a augmenté ; ce qui les a poussé vers une augmentation de la présence militaire dans la Corne de l'Afrique. A Djibouti, presque 2000 soldats des Etats-Unis sont affectés aujourd'hui. Le président a créé une initiative de \$100 million pour aider les pays de l'Afrique de l'est à améliorer leurs efforts de contre-terrorisme. Le Pentagone entraîne et équipe les armées de plusieurs pays africains où il pense qu'il existe des abris potentiels pour les terroristes ou des sources de pétrole pour une longue durée. Il y a aussi des propositions de déployer des forces militaires sur plusieurs aéroports à travers l'Afrique.

Selon les critiques, les relations entre les Etats-Unis et l'Afrique deviendront de plus en plus militarisées à cause de l'accent mis sur la sécurité énergétique et l'inquiétude pour le terrorisme. Ils vont si loin qu'ils affirment que la préoccupation américaine à propos des ressources naturelles africaines et son importance géostratégique ressemble aux politiques désastreuses et aux interventions de la guerre froide.²³

Bien que de comparer la politique étrangère de Washington d'aujourd'hui et celles des années quatre-vingt semblent un peu extrême, on doit au moins mentionner une autre courant avec le même thème qui apparaît surtout en Europe, l'idée que les Etats-Unis sont engagées dans une sorte de croisière des bons contre les méchants. Selon cette analyse, les

²² GARDNER Nile, "Issues 04: Africa", www.heritage.org, 2004.

²³ BOOKER S. et COLGAN A., "“Compassionate Conservatism” Comes to Africa", *Current History*, mai 2004, p.236.

conservateurs chrétiens sont en train de combattre le monde musulman pour promouvoir des « valeurs religieuses ». Dans ce cas, le continent d'Afrique servira comme champ de bataille pour cette lutte pour les cœurs des populations.

« Encore une fois, et toutes proportions gardées, tout comme lors de l'affrontement Est-Ouest, l'Afrique, en particulier la corne orientale du continent, n'apparaît que comme un terrain d'affrontement entre deux grandes puissances idéologiques, avec, d'un côté, l'Occident développé, incarné par son « meilleur élève », les Etats-Unis, et de l'autre, l'islamiste intégriste incarné par une organisation transnationale, « déterritorialisée » et quasi insaisissable, Al Quaida. »²⁴

Avec l'absence distincte d'un tel dialogue dans les documents officiels des ministres des affaires étrangères ou de défense, il y a peu de raison pour le discuter.

2.5 Au-delà des Paroles

Au fur et à mesure que l'Afrique est devenue plus importante vis-à-vis de la politique étrangère des Etats-Unis, les présidents étaient disposés à édicter de la législation et à discuter sur les problèmes africains. Selon Brian Davis, le coordinateur pour Debt Aids Trade Africa (DATA), le président Bush a fait plus que les autres président pour aider et traiter les problèmes africains avec ses initiatives PEPFAR et Millenium Challenge.²⁵ En dépit de ce qu'il l'a fait, Davis a ajouté que l'administration n'a pas donné à ces initiatives assez d'importance (prévoir \$5 milliard par année avant 2006 pour le MCA et n'attribuer que \$1,12 dans le budget 2004). Et bien que le président ait dépensé plus que tous les autres chefs d'état en termes d'assistance financière en Afrique Noire, les Etats-Unis sont classés dernier parmi les 22 pays les plus riches en fonction du pourcentage du PIB.²⁶

Les critiques différencient entre le type d'attention porté à l'Afrique, et ce qui est plus important, la somme d'attention. Depuis le 11 septembre 2001, le gouvernement a concentré plus d'effort en Afrique, parce que quelques uns dans l'administration commencent à voire

²⁴ LERICHE Frédéric, "La politique africaine des Etats-Unis: une mise en perspective", *Afrique contemporaine*, N 207- Automne 2003, p.21.

²⁵ "Africa, Trade, Debt & the U.S. Presidential Elections", *Observer News* 27/10/04

²⁶ Ibid.

l'Afrique comme un foyer pour le terrorisme. Il faut mettre l'emphasis sur l'échange libre et juste et louer l'esprit des organisations comme AGOA et MCA mais se méfier des programmes de renforcement des forces militaires et policières parce qu'ils ne sont pas tous liés à des gouvernements entièrement démocratiques. On devrait être un peu préoccupé d'un deuxième mandat de Bush sans Colin Powell qui était pour plusieurs le plus grand avocat pour l'Afrique au sein de l'administration.

Ce qui est sans doute vrai, c'est qu'il existe un certain décrochage entre le peuple américain et les citoyens de l'Afrique. Le plus grand problème de santé aux Etats-Unis est l'obésité. Comment peuvent ils prendre vraiment conscience des problèmes en Afrique? Des huit buts du Millenium Challenge, l'importance d'éliminer la famine demeure le but suprême.²⁷

²⁷ Ibid.

TROISIEME PARTIE : DES SOLUTIONS POTENTIELLES POUR L'AVENIR

Le voyage du Président Bush en Afrique en juillet 2003, a confirmé l'importance du continent dans l'agenda de la politique étrangère américaine. Pourtant l'administration travaille toujours sans inscrire son action dans un cadre complet pour sa politique africaine, qui puisse inclure toutes ses initiatives : les 15 milliards \$ du plan d'urgence pour le traitement du SIDA, le Millenium Challenge Account, les diverses mesures de contre-terrorisme, et le réévaluation de la place de l'Afrique au sein de l'EUCOM (U.S. European Command) et l'OTAN, dans leur contexte stratégique approprié.

L'Afrique a assumé une nouvelle place stratégique dans la politique étrangère américaine et dans la définition des intérêts nationaux vitaux des Etats-Unis. Cette modification change la politique habituelle des Etats-Unis vis-à-vis de l'Afrique sub-Saharienne qui consistait à ne procéder que par réaction aux évènements et commence à tendre à clore une décennie de réduction de la présence et de l'engagement américain. Les Etats-Unis devrait investir stratégiquement dans l'amélioration capacitaire de l'Afrique Noire dans l'infrastructure de santé, le management des richesses pétrolières, le contre-terrorisme, le respect des droits de l'homme, les opérations de maintien de la paix, et la protection environnementale.

3.1. Plusieurs Propositions

3.1.1. Sept propositions pour renforcer la politique des Etat Unis pour L'Afrique

En juillet 2004, le « Center for Strategic and International Studies » (CSIS), une organisation impartiale de recherche sur la politique publique, a publié un rapport analysant les propos suivants de la politique américain en Afrique :

-La création d'une politique énergétique pour l'Afrique Noire. L'Afrique central/ouest est en pleine expansion pétrolière qui mettra en valeur la position globale du Nigeria et de l'Angola et amènera plus d'attention à des producteurs émergents mais instables comme la Guinée Equatoriale, le Tchad, le Sao Tomé et le Princié. Alors que la région commence à fournir plus de pétrole pour les marchés mondiaux, les Etats-Unis devrait exercer leur influence pour conduire les gouvernements vers la transparence, utiliser leurs

revenus pour l'amélioration de la vie de leur population, et le respect des droits de l'homme et des règles de droit.

-Développer un marché de capitaux et un secteur financier en Afrique subsaharienne. Etablir des marchés et développer un secteur financier devraient compléter les autres efforts pour promouvoir le développement des pays. Il soutiendra d'autres intérêts stratégiques et sera un préalable pour d'autres initiatives bilatérales et multilatérales incluant le contre-terrorisme et la bonne gouvernance. Pour ce faire, les Etats-Unis devraient engager des civils avec des compétences dans les marchés des capitaux et le secteur financier dans des projets de croissance économique africaine.

-Une action stratégique pour la résolution du conflit au Soudan. Bien que les auteurs du rapport ne prennent pas parti vis-à-vis de l'unité du Soudan ou d'une éventuelle partition, ils déclinent quatre priorités pour la réussite de la reconstruction : travailler avec les Soudanais pour leur donner suffisamment de sécurité, montrer leur résolution par l'accélération de nouvelles initiatives diplomatiques, économiques, et sécuritaire pour imposer la paix, pousser à la libération des structures autocratiques du nord et du sud, et établir des réseaux de communications entre le nord et le sud pour l'intégration et l'unification du pays.

-Une initiative pour la protection des ressources naturelles africaines. La mauvaise gestion des ressources naturelles comme les forêts, la faune, et l'eau poussent vers la corruption, les différends, et la famine. L'accent devrait être mis sur la protection de l'environnement parce que les ressources naturelles sont importantes pour la prévention des conflits, la réduction de la pauvreté, et pour la promotion de la démocratie, la croissance économique, et la santé publique.

-Contre la menace terroriste en Afrique. Washington devrait planifier un cadre cohérent et indiscutable pour la politique de contre-terrorisme en Afrique, avec le Soudan et le Somalie comme pays clés. La menace des terroristes contre les intérêts américains en Afrique augmente, l'administration va devoir se confronter sérieusement avec plusieurs facteurs qui attirent les terroristes : des états faibles, une mauvaise économie et l'isolement, des préjugés religieux et ethniques, et une gouvernance fragile avec souvent peu de protection des droits de l'homme et de la démocratie. La réponse des Etats-Unis ne devrait

pas être dirigé seulement par les programmes sécuritaires ; la croissance économique, les droits de l'homme et la démocratisation demandent aussi attention.

-La diplomatie de crise et des opérations de maintien de la paix. Aujourd'hui neuf pays sont sérieusement menacés et des crises potentielles existent dans plusieurs autres. Les Etats-Unis n'ont pas suffisamment de personnel, ni de ressources et d'orientation pour gérer tous les différents possibles avec leur structure diplomatique ou leurs politiques. Ils ont besoin d'augmenter leur budget d'assistance militaire pour entraîner les forces africaines, de financer les opérations de maintien de la paix de l'ONU et d'assister les opérations d'imposition de la paix. Finalement, les Etats-Unis devraient réévaluer leur résistance aux mesures de contrôle de l'ONU des trafics d'armes de petit calibre.

-Maintenir le leadership américain pour combattre le VIH/SIDA en Afrique. Bien que les Etats-Unis aient commencé à s'engager dans la guerre contre l'épidémie, il faut faire plus. Le rapport demande une approche complète et complémentaire, de promouvoir une stratégie de prévention, de soins, de traitement, et de recherche qui soutienne et tienne compte des nécessités, des conditions et des priorités locales. Malgré leur générosité financière, les Etats-Unis ne peuvent pas réussir sans partenariat avec d'autres gouvernements, des organisations internationales, des ONG, des groupes religieux et des communautés affectées.

Les auteurs du rapport offrent ces sept propositions pour une politique complète vers l'Afrique Noire parce que les propositions sont centrées sur cinq domaines stratégiques émergents depuis le 11 septembre 2001 : le VIH/sida, le terrorisme, le pétrole, les conflits armés, et le commerce global.²⁸ Dès lors, leurs suggestions fournissent des solutions pour aider les africains, tout en tenant compte d'une stratégie américaine cohérente.

3.1.2. Un autre point de vue

Les organisations de la politique publique ne sont pas les seules qui offrent des remèdes pour l'Afrique, même les entreprises privées s'engagent dans le débat. Le Mobil Corporation aussi a publié un rapport sur la politique étrangère américaine en Afrique sub-Saharienne. Il donne plusieurs recommandations à l'administration Bush pour améliorer les

²⁸ The African Policy Advisory Panel, under the Chairman W.H. Kansteiner III, "Rising U.S. Stakes in Africa", CSIS, juillet 2004.

politiques et les programmes dans le but d'aider les pays Africains à « revendiquer le 21^{ème} siècle ». ²⁹ Ces suggestions sont majoritairement dans trois domaines : la coopération militaire, les programmes de santé, les opportunités d'éducation.

Pour les auteurs, les décideurs américains devraient travailler avec les gouvernements africains et les institutions internationales pour développer un processus de résolution des conflits en Afrique. Ils devraient aussi fournir l'assistance technique et militaire pour les groupes africains chargés du maintien et de l'imposition de la paix. L'entraînement par les Etats-Unis des forces nigérianes et d'autres forces militaires de l'Afrique de l'ouest qui aidaient l'ONU en Sierra Leone est un bon exemple de cette démarche, pour établir des forces régionales efficaces pour promouvoir la paix.

Les Etats-Unis devraient se joindre à d'autres pays ou organisations bilatérales, multilatérales ou non gouvernementales (ONG) pour améliorer les systèmes de santé partout en Afrique Noire. L'approvisionnement en eau potable serait une grande victoire dans la guerre contre les épidémies dans la région. Le gouvernement américain a besoin de coopérer avec les autres fournisseurs financiers, les entreprises pharmaceutiques, et les fonctionnaires de santé africains pour combattre le SIDA, pour mettre en priorité l'élimination du paludisme, et pour accélérer les vaccinations contre la rougeole, la variole et la poliomyélite.

Washington devrait aussi encourager des institutions multilatérales à investir dans l'amélioration des systèmes d'éducation africains. Les projets qui fournissent des programmes scolaires de niveau primaire, secondaire ou de formation professionnelle, disponibles pour tous les Africains - et surtout pour les femmes - doivent être mis en place. La plupart des écoles et des complexes scolaires se sont dégradés pendant les guerres et les crises politiques. Si l'Afrique veut vraiment rejoindre l'économie mondiale, elle a besoin des citoyens avec les capacités nécessaire pour être compétitifs. Les Etats-Unis devrait pousser à l'allègement des dettes africaines et augmenter l'assistance économique et technique pour récompenser les chefs d'états qui construisent des institutions nécessaires au bon fonctionnement des marchés et un gouvernement démocratique.

L'Afrique Noire, pour les auteurs, a une abondance de ressources naturelles qui avec une main d'œuvre mieux éduquées et en bonne santé, serait un endroit intéressant pour les

²⁹ La Banque mondiale, "Can Africa Claim the 21st Century?", World Bank, Washington D.C., mai 2002.

grandes entreprises globales dès que les gouvernements africains adopteront des normes de commerce international.³⁰

Même si ces recommandations sont données par une entreprise avec plusieurs intérêts en Afrique sub-Saharienne, et surtout pétroliers, leur approche semble assez raisonnable.

3.1.3. Création d'un nouveau commandement interarmées³¹

L'établissement d'un nouveau commandement interarmées concentré sur l'Afrique est une idée de plus en plus populaire. Il ne s'appellera sans doute jamais « Africa Command ». Mais, à l'extérieur du Pentagon, il existe un effort discret pour réorganiser les cinq commandements interarmées afin de mieux orienter la politique africaine des Etats-Unis.³² L'importance des commandants interarmées s'est accentuée de plus en plus et aujourd'hui les diplomates se rendent compte que leur sphère d'influence dans le tiers monde est en recul par rapport à celle des commandants interarmées. Aussi certains suggèrent qu'une structure militaire dédiée peut devenir un vecteur privilégié pour traiter plusieurs problèmes en Afrique Noire. En effet, la région devient un théâtre d'opérations plus important pour combattre le terrorisme parce que les terroristes venant du Moyen Orient, aujourd'hui cherchent des refuges dans les états voyous africains. Or, l'Afrique est divisé entre « U.S. Central Command »(CENTCOM) et « U.S. European Command » (EUCOM), et la plupart des pays africains appartiennent à EUCOM. La réorganisation du domaine de responsabilité de ces deux commandants pour donner à l'Afrique la place qu'elle mérite est une idée de plus en plus partagée.

Aujourd'hui, EUCOM, basé en Allemagne, est responsable de 93 pays, couvre plus de 33 millions de kilomètres carrés et s'étend du Cap Nord en Norvège au Cap de Bonne Espérance en Afrique du Sud. Il comprend 42 états de l'Afrique et une partie du Moyen Orient, dont l'Israël. CENTCOM est situé en Floride et s'occupe du golfe Persique, de l'Asie central et des pays de la corne de l'Afrique comme Djibouti, l'Erythrée, l'Ethiopie, le Kenya, la Somalie, et le Soudan. L'organisation structurelle est un vestige de l'héritage colonial du continent et de la guerre froide, pendant laquelle les intérêts de l'Afrique étaient

³⁰ BATES Bob et PAINTER Diann, "U.S. Foreign Policy and Sub-Saharan Africa", Mobil Corporation

³¹ Traduction retenue pour "Unified Command".

³² LUBOLD Gordon, "Experts See Need for Africa Command; Terrorism Concerns, Unrest Spur an Increased Focus on Continent.", *Marine Corps Times*, 22/11/04.

subordonnés à ceux de l'Europe.³³ Les défis à relever en Europe et en Afrique ne sont pas identiques. Les compétences requises pour gérer une situation à Kiev sont différentes de celles nécessaires pour une crise à Lomé. Même le général Jones, commandant d'EUCOM (SACEUR), reconnaît que « nous ne faisons pas assez d'attention à l'Afrique, mais je crois que nous devrions le faire au 21^{ème} siècle. »³⁴

L'idéal serait que le ministère de la Défense crée un nouveau commandement interarmées pour l'Afrique Noire, laissant les pays du Maghreb à EUCOM et les pays de la corne de l'Afrique à CENTCOM. Malheureusement, le ministre de la Défense, Donald Rumsfeld manifeste la réticence à la multiplication des commandements interarmées. Par conséquent, plusieurs analystes américaines (venant du Heritage Foundation et le Center for Strategic and Budgetary Assessments) proposent de mettre tous les pays de l'Afrique et du Moyen Orient sous la responsabilité de CENTCOM et puis d'établir deux commandements sous régionaux. Selon leurs analyses, quelque soit la structure, elle doit être interministérielle et inclure la compétence du ministère de la Défense et des Affaires étrangères.³⁵

La création d'une nouvelle structure militaire pour l'Afrique sub-Saharienne sera bénéfique car cette organisation pourra aider l'établissement d'une force d'interposition africaine plus efficace. Elle pourra aussi superviser les efforts de contre-terrorisme dans l'Afrique de l'est, et elle fournira au gouvernement l'expertise régionale et du renseignement dans la profondeur. Par conséquent, un commandement sous régional augmentera la probabilité de succès si les Etats-Unis sont forcés d'intervenir militairement dans l'avenir. Une analyse de la stratégie de sécurité nationale américaine suggère que les priorités de l'administration Bush sont bien ciblées. Mais elle souligne aussi que le Pentagone manque actuellement des initiatives de soutien adéquats et des solutions structurelles tournées vers l'avenir.³⁶

³³ CARAFANO Jay C. et GARDINER Nile, "U.S. Military Assistance for Africa: A Better Solution", *Backgrounder*, The Heritage Foundation, 15/10/03, p. 3.

³⁴ ANDERSON John R., "A CINC for Sub-Saharan Africa? Rethinking the Unified Command Plan", *Parameters*, Winter 2000-2001, pp. 112-113.

³⁵ LUBOLD Gordon, "Experts See Need for Africa Command; Terrorism Concerns, Unrest Spur an Increased Focus on Continent.", *Marine Corps Times*, 22/11/04.

³⁶ CARAFANO Jay C. et GARDINER Nile, "U.S. Military Assistance for Africa: A Better Solution", *Backgrounder*, The Heritage Foundation, 15/10/03, pp. 1-2.

3.1.4. Que devrait faire le président au Darfour

Bien que le président Bush ait critiqué l'administration Clinton pour son manque d'efforts dans la crise rwandaise, une chose similaire apparaît durant le mandat de Bush. Le noyau du groupe de supporters du président Bush, la droite religieuse, le pousse à être plus active en Soudan et son agence de développement international l'encourage aussi fortement, mais il semble toujours peu enthousiaste. Le président a accompli des actions modestes, néanmoins plus que la plupart des Européens, et tout de même ses petites actions ont stoppé les pires des atrocités et sauvé des milliers de personnes. En effet, il avait commencé sur le bon chemin mais il est arrêté sans arriver à l'objectif.

Comme l'a fait Tony Blair, Bush devrait voyager au Soudan et condamner fortement la brutalité et l'inconduite des rebelles. Il devrait organiser une réunion des chefs d'état pour envoyer une plus grande force internationale au Darfour et il devrait persévérer avec une résolution de l'ONU même en risquant un veto chinois. Le président devrait aussi menacer les chefs soudanais de sanctions économiques s'ils n'arrêtent pas le recours à la violence. Finalement, Bush devrait empêcher le gouvernement soudanais d'utiliser ses avions pour terroriser les civils. Les Etats-Unis n'ont pas besoin de les chasser de l'air si les soudanais continuent, ils peuvent les détruire au sol. Dès qu'ils auront perdu leur premier avion, les soudanais arrêteront d'utiliser leurs mitrailleuses sur les civils. En somme, le président Bush devrait montrer au Darfour, un peu de son ascendant moral et aussi quelques unes de ses « valeurs morales ».³⁷

3.2. Ce Que Veux l'Afrique Noire

Plus que des dollars, des médicaments ou des déploiements, l'Afrique Noire veut aujourd'hui un changement de philosophie de l'Amérique. Les Etats-Unis devraient éviter de les aider de façon habituelle, avec une assistance conçue de loin et amenée en urgence, et devraient les aider à trouver des solutions africaines pour les problèmes africains. Au lieu de porter assistance avec des subventions, l'Afrique sub-Saharienne souhaite l'allègement des dettes étrangères. Les chefs d'états africains veulent que les Américains arrêtent de forcer l'utilisation des médicaments brevetés onéreux pour combattre les épidémies comme le

³⁷ KRISTOFF Nicholas D., "Facing down the killers in Sudan", *International Herald Tribune*, 20/12/04

SIDA, et donnent l'accès aux pays pauvres à des versions génériques moins coûteuses. Quand les forces de maintien de la paix sont requises pour pacifier les différents, les africains disent qu'ils préféreraient un soutien logistique américains et des ressources pour les militaires africains plutôt que l'envoi de soldats étrangers. Le président de l'Ouganda a récemment suggéré que les forces de maintien de la paix uruguayennes, népalaises, pakistanaises, et indiennes qui sont déjà affectées en Afrique Noire ne comprennent pas le continent et qu'elles démoralisent un endroit déjà démoralisé.³⁸

Dans la même veine, les Africains Noirs veulent être libérés de la participation américaine dans leurs élections et leur démarche vers la croissance économique. Pour encourager la démocratie, les africains affirment que les Américains ont l'habitude de porter jugement sur les efforts africains, de déclarer au public que les élections sont justes ou corrompues. « Nous ne pouvons pas être complètement indépendants, si nous sommes incliné à nous soumettre à l'accord des gouvernements étrangers chaque fois que nous irons au bureau de vote » dit le président de Tanzanie en encourageant les africains à contrôler leurs propres élections.³⁹ Dans le domaine économique, les chefs africains conseillent vivement les Etats-Unis à ouvrir leur porte à leurs produits. Par exemple, les millions de cultivateurs de coton de l'Afrique sub-Saharienne disent qu'ils pourraient être concurrentiels sur le marché mondial si Washington ne donnait pas de subventions aux produits américains. Enfin, le respect que les chefs africains cherchent des Etats-Unis passera par l'imposition de moins de grandes initiatives dans la région, bien que celles-ci interviennent dans le cadre de bonnes intentions.

3.3. Ce que les Etats-Unis Ne Devraient Pas Faire

Pendant plusieurs années, beaucoup de gens demandaient que les Etats-Unis mettent en place une sorte de plan Marshall pour l'Afrique Noire comme celui qu'ils ont créé après la deuxième guerre mondiale. Ce sentiment devient de plus en plus populaire aujourd'hui avec des partisans comme le chanteur Bono et l'archevêque Desmond Tutu. L'idée est que le succès des américains en Europe peut-être répliqué en Afrique. Le Ministre des affaires

³⁸ LACEY Marc, "What the World wants from the U.S.", *International Herald Tribune*, 17/01/05

³⁹ Ibid.

étrangère de l'époque, George Marshall, a obtenue une somme d'argent sans précédent pour combattre ce qu'il appelait la famine, la pauvreté, le désespoir, et le chaos. Théoriquement, les Etats-Unis pourraient le faire à nouveau s'ils en avaient vraiment envie.

Entre 1948 et 1951, le plan Marshall a transféré plus \$13 milliard (l'équivalent de \$85 milliard aujourd'hui) principalement à la France, l'Allemagne, l'Italie et la Grande Bretagne mais jamais plus de 3% du PIB d'un de leurs économies par an. Pour comparer, l'Afrique est déjà inondée par l'assistance financière. Le continent entier reçoit plus de 8% de son PIB en aide étrangère. Si le Nigeria et l'Afrique du Sud sont exclus le total atteint 13 %. Aussi, l'assistance financière américaine durait seulement quelques années en Europe mais en plusieurs pays d'Afrique Noire elle dure depuis cinq décennies. Une autre différence cruciale est que l'aide de Marshall était pour la reconstruction. Il comprenait les besoins provisoires de nourriture, et aidait à réparer l'infrastructure et l'industrie qui avait déjà donné à l'Europe un niveau de vie élevé. Bien que le capital physique ait été détruit, le capital humain était toujours en place. L'assistance pour l'Afrique Noire n'est pas pour une reconstruction mais plutôt une construction, une tâche de long terme avec des résultats à attendre assez loin dans l'avenir. Avec du recul, l'argent n'était pas vraiment la chose la plus importante pour l'Europe après la guerre. La restauration de la stabilité financière, la confiance dans le marché commun, et la discipline fiscale ont préparé l'Europe pour trente ans de rapide croissance économique.

Malheureusement, il y a peu de preuves que le système d'assistance international conduise aux mêmes effets en Afrique. Au lieu d'un modèle du plan Marshall avec un grand volume d'aide, suivre les exemples des autres pays aux revenus limités est probablement plus approprié. La Corée du Sud a reçu des sommes modestes pendant plusieurs années et l'assistance a soutenu des politiques économiques qui encourageaient la compétition. En conséquence, l'aide à la Corée du Sud a créé une expansion économique guidée par les exportations qui dure depuis longtemps. Pourtant, cet exemple suggère que doubler l'assistance financière africaine serait injustifié et peut-être dommageable. La bataille contre la pauvreté en Afrique Noire dépendra de son propre peuple et son leadership. La communauté internationale, et surtout les Etats-Unis, peut les aider avec un commerce plus ouvert, plus d'investissement privé et plus d'assistance au développement. Inonder l'Afrique

Noire avec de l'aide n'est pas la réponse et probablement mal adapté au défi du développement.⁴⁰

⁴⁰ MOSS Todd, "A Marshall Plan is Not What Africa Needs", *Wall Street Journal*, 05

CONCLUSION

Depuis son premier mandat, le président Bush essaye de se présenter comme un « compassionate conservative » (conservateur compatissant) qui prend l'Afrique à cœur. Pour certains, il a remplacé Bill Clinton en tant que président ayant le plus fait pour ce continent. Ses prétentions ronflantes méritent d'être examinées non dans la perspective historique de sa présidence mais pour évaluer les réussites de sa politique africaine. Depuis la décolonisation et la guerre froide, il y a beaucoup de cohérence dans les relations américaines avec l'Afrique. Deux administrations de suite étaient motivées par son importance géostratégique, avec les Etats-Unis qui cherchaient à promouvoir des liaisons militaires et sécuritaires pour avancer dans leur agenda. De la même façon, la politique américaine était dirigée par des intérêts pétroliers, et encourageaient des liens plus forts de commerce et d'investissement avec des états clés.⁴¹

Pendant les années quatre-vingt dix, le président Clinton a fait un voyage en Afrique qui a attiré l'attention du public parce que c'était le premier voyage significatif d'un président américain sur ce continent. Il a proclamé ressentir beaucoup d'intérêt pour les défis africains et s'est engagé à encourager le commerce, à promouvoir l'allègement des dettes, et à soutenir la démocratie. La politique de son administration avait aussi plusieurs facettes négatives. Elle a ignoré le génocide rwandais, a refusé de s'occuper de la montée du SIDA, a abandonné les efforts de reconstruction en Somalie, et a négligé les actions de maintien de la paix en Afrique de l'ouest.

Le président Bush maintient quasiment la continuité de la politique africaine de son prédécesseur bien que la région ne soit pas sa priorité depuis le 11 septembre. Le président a rencontré 25 chefs d'états africains durant les deux premières années de son premier mandat, a annoncé des nouvelles initiatives pour le VIH/SIDA et l'assistance à l'Afrique, et a également promu une augmentation significative de l'aide financière pour ces deux volets. Il a aussi visité cinq pays en Afrique. En 2004, son administration a reconnu qu'un génocide avait eu lieu au Darfour et prétendait lutter contre cette crise. Malheureusement, comme celle de son prédécesseur, la politique étrangère du président Bush pour l'Afrique Noire reste toujours trop centrée sur les intérêts économiques et stratégico-militaires, et ne traite pas

⁴¹ COLGAN, Ann-Louise, "Africa Policy Outlook 2005", *Foreign Policy in Focus Policy Report*, January 2005

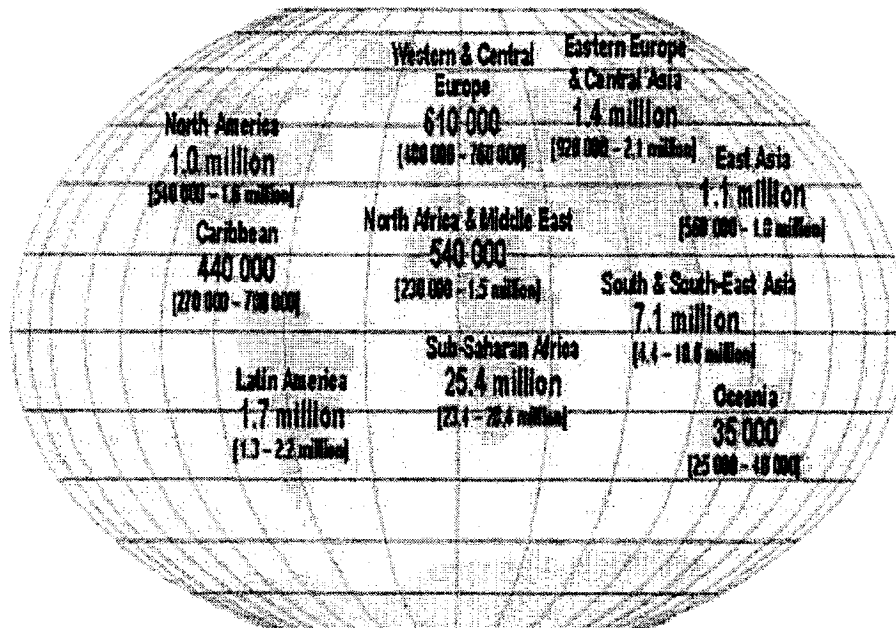
assez des besoins de la population sub-Saharienne. Naturellement, la guerre contre le terrorisme est devenue son objectif premier. Cependant, cela n'excuse pas le sous financement des nouvelles initiatives pour le VIH/SIDA, le fait que plusieurs des programmes d'assistance bénéficient à peu de pays, et le manque de véritable action au Darfour.

La politique en Afrique Noire des Etats-Unis a plusieurs aspects positifs mais devrait faire plus. Les concepts sous-tendant leurs initiatives traitent les véritables besoins mais accomplissent bien peu. Leur leadership dans le combat contre l'épidémie du SIDA est un bon début. A part de financer les programmes déjà en place aux niveaux prévus, les Etats-Unis devraient continuer à promouvoir la croissance économique, encourager la progression de la démocratie, exiger le respect des droits de l'homme, et soutenir les efforts africains pour résoudre leurs différends. Le gouvernement devrait aussi considérer l'annulation de la dette étrangère de l'Afrique Noire, la création d'un commandement militaire concentré sur le continent, et une mise en place d'un système de management des ressources naturelles, pas seulement pétrolières. Finalement, bien que les Etats-Unis soient le plus grand donateur pour la région, ils ne peuvent pas seul faire tout. Les Américains devraient abandonner leur tendance unilatéraliste et chercher à s'engager multilatéralement pour résoudre les problèmes abondants en Afrique Noire.

ANNEXES

Annexe 1 : Estimation de la population contaminée par le virus du SIDA

Adults and children estimated to be living with HIV as of end 2004



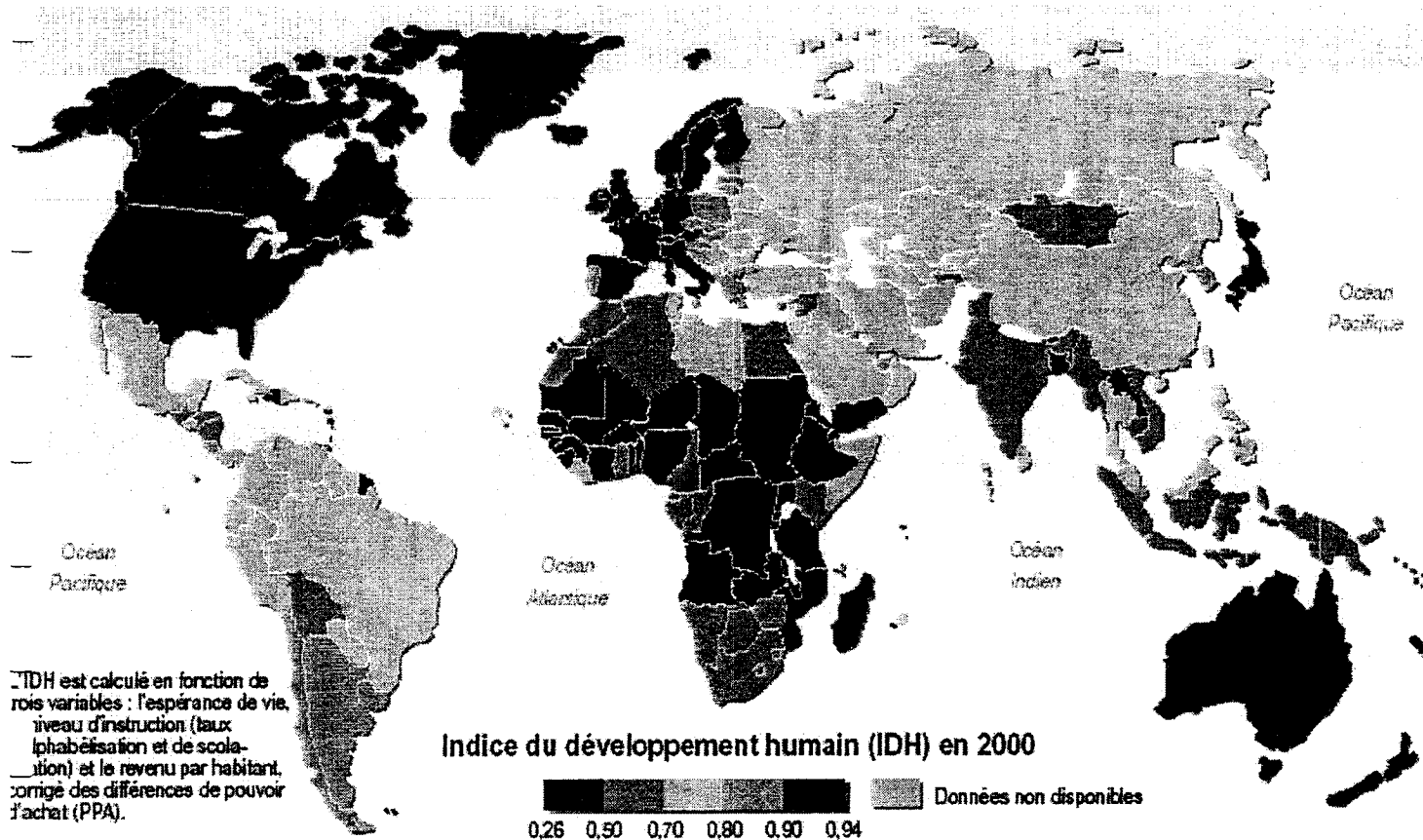
Total: 39.4 (35.9 – 44.3) million



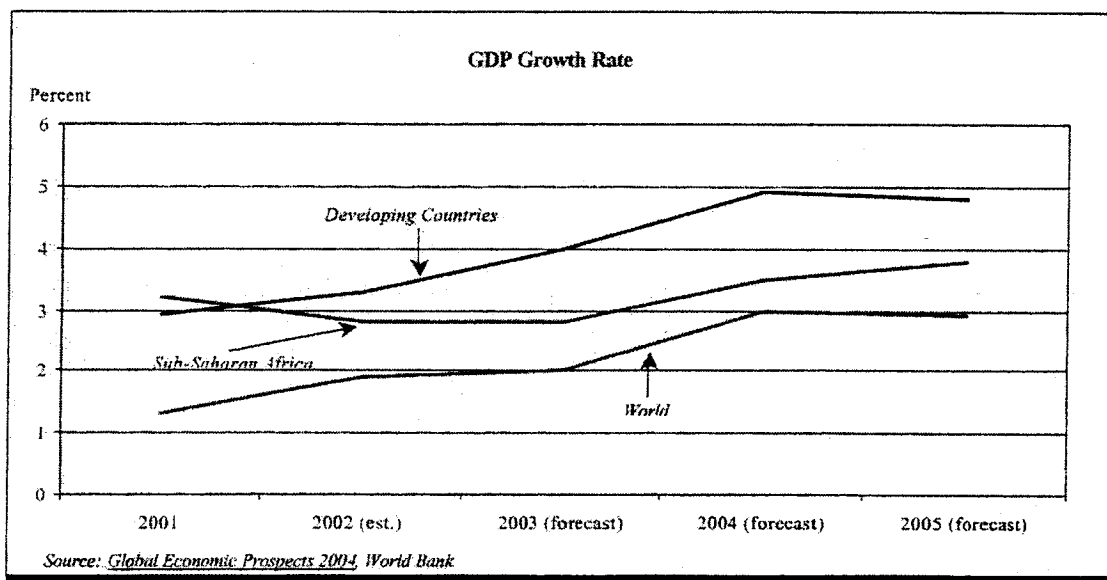
UNAIDS • December 2005



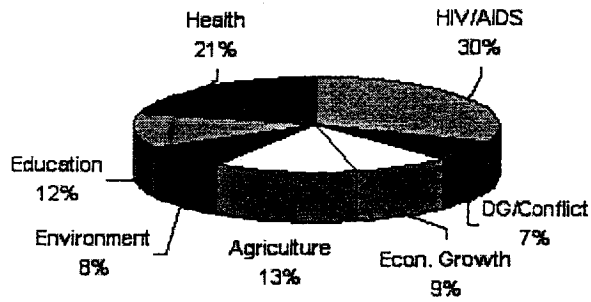
Annexe 3 : Indice de développement humain en 2000



Annexe 4 : Taux de croissance du PIB



Annexe 5 : Aide américaine par secteur



Aide américaine en milliers de dollars

PROGRAM SUMMARY

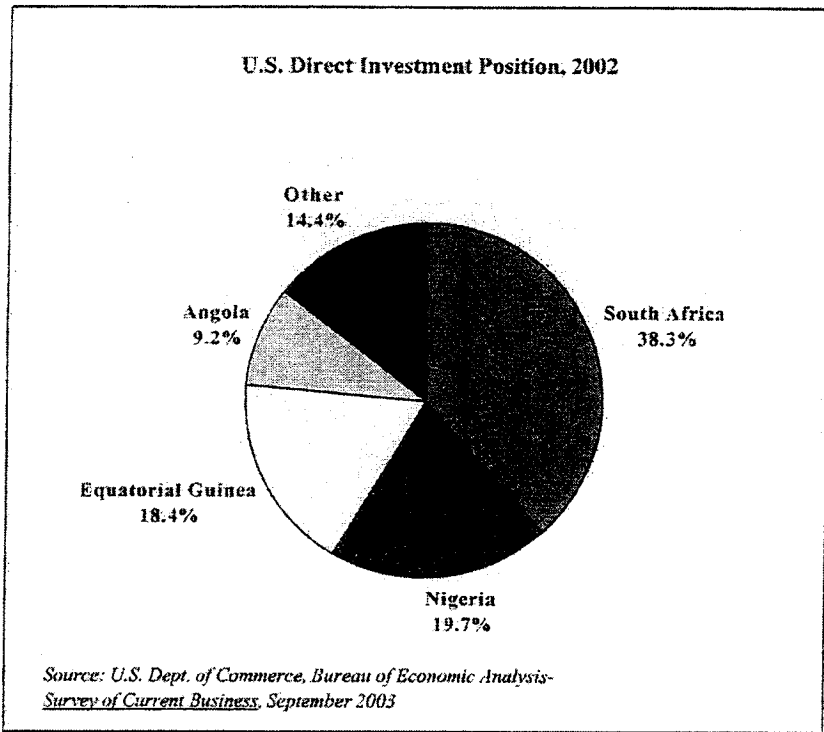
(in thousands of dollars)

Accounts	FY 2002 Actual	FY 2003 Actual	FY 2004 Current	FY 2005 Request
Child Survival and Health Programs Fund	424,379	541,071	472,520	478,200
Development Assistance	453,497	490,690	493,780	499,400
Development Credit Authority	500	727	0	0
Economic Support Fund	120,000	84,440	74,061	101,250
ESF - Wartime Supplemental	0	25,000	0	0
PL 480 Title II	514,495	1,165,877	404,656	198,684
Total Program Funds	1,512,871	2,307,805	1,445,017	1,275,534

FY 2004 does not include Supplemental International Disaster and Famine Assistance funding for Liberia (\$200 million) and Sudan (\$20 million) that has not yet been allocated.

Fonds pour la survie de l'enfant
 Assistance au Développement
 Development Credit Authority
 Fonds de Support Economique
 Suppléments en temps de guerre

Annexe 6 : Investissement américain



Annexe 8 : Commerce américain avec l'Afrique sub-Saharienne (en millions \$)

<i>U.S. Trade with Sub-Saharan Africa</i>				
<i>(\$ Millions)</i>				
	<u>2000</u>	<u>2001</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
<i>U.S. Exports</i>	5,933.9	6,941.8	6,026.1	6,893.6
<i>U.S. Imports</i>	23,487.5	21,286.8	17,891.4	25,644.3

Source: U.S. Dept. of Commerce, Bureau of Census

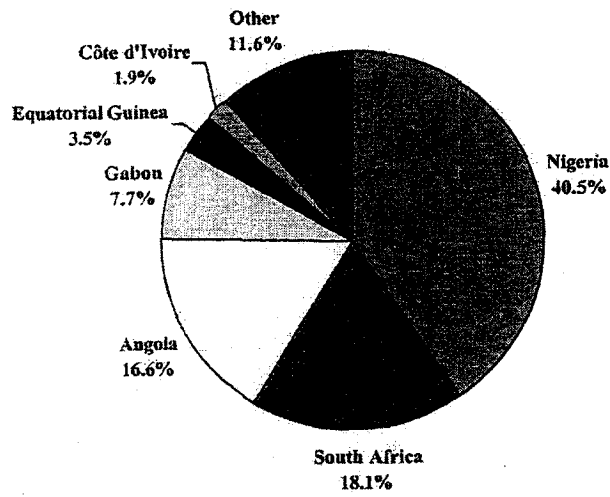
Les plus grandes importations de l'Afrique sub-Saharienne

<i>Leading U.S. Imports from Sub-Saharan Africa</i>	
<i>Item</i>	<i>2003 Import Value</i>
	<i>(\$ Millions)</i>
<i>Oil (Crude and non-Crude)</i>	17,854.1
<i>Woven or Knit Apparel</i>	1,510.9
<i>Platinum</i>	1,272.4
<i>Diamonds</i>	724.7
<i>Cocoa</i>	469.7
<i>Motor Vehicles</i>	373.8

Source: U.S. Dept. of Commerce, Bureau of Census

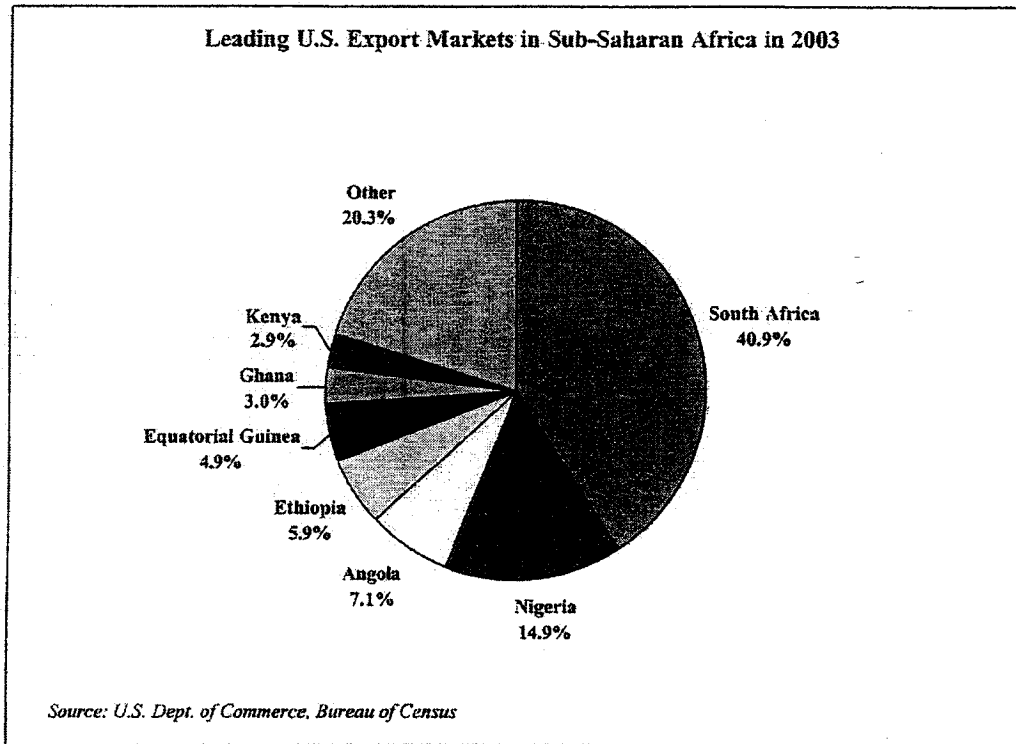
Annexe 9 : Importations américaines par pays de l'Afrique sub-Saharienne

Leading Sub-Saharan African Suppliers to the United States in 2003

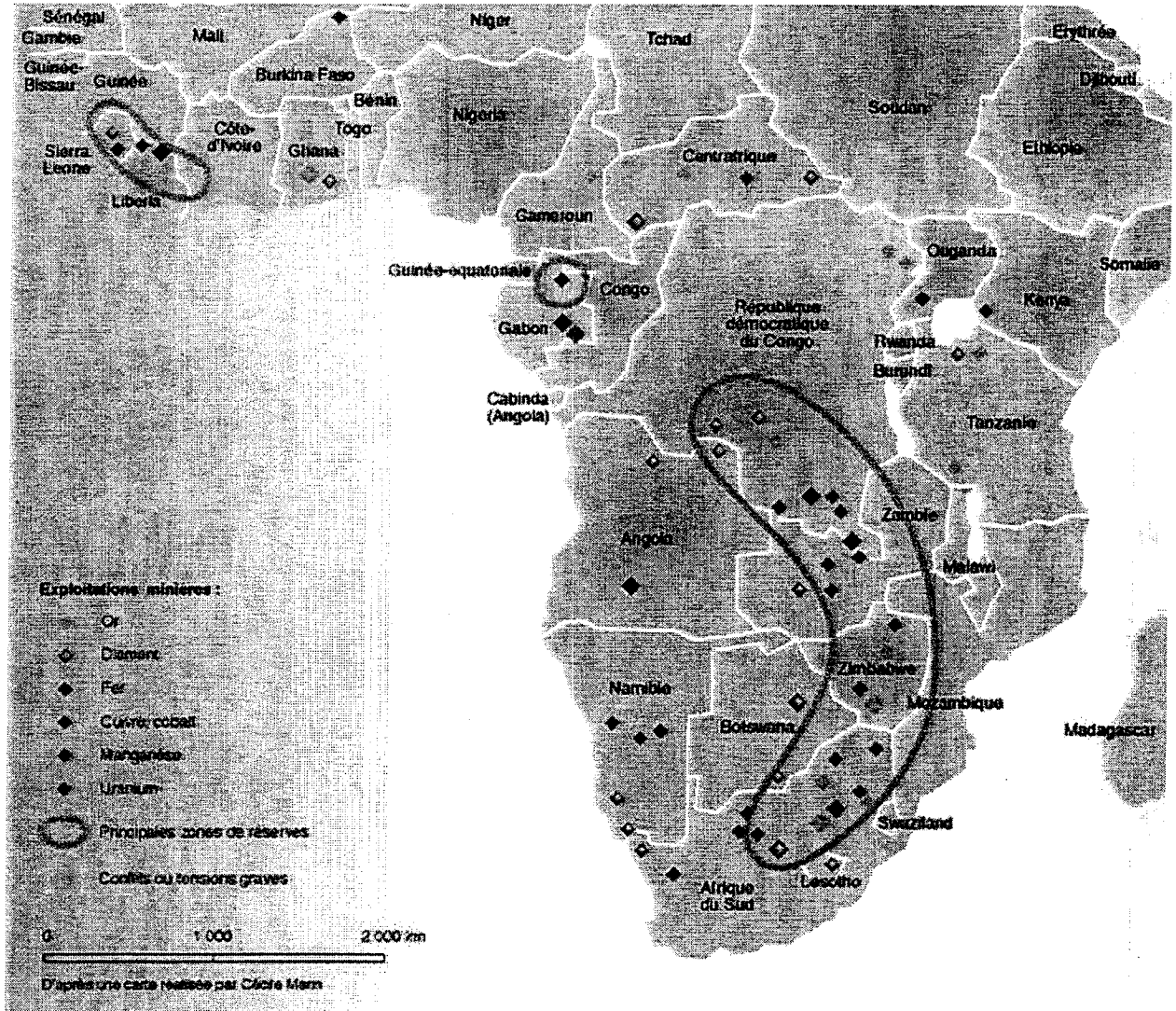


Source: U.S. Dept. of Commerce, Bureau of Census

Annexe 10 : Exportations américaines par pays vers l'Afrique sub-Saharienne

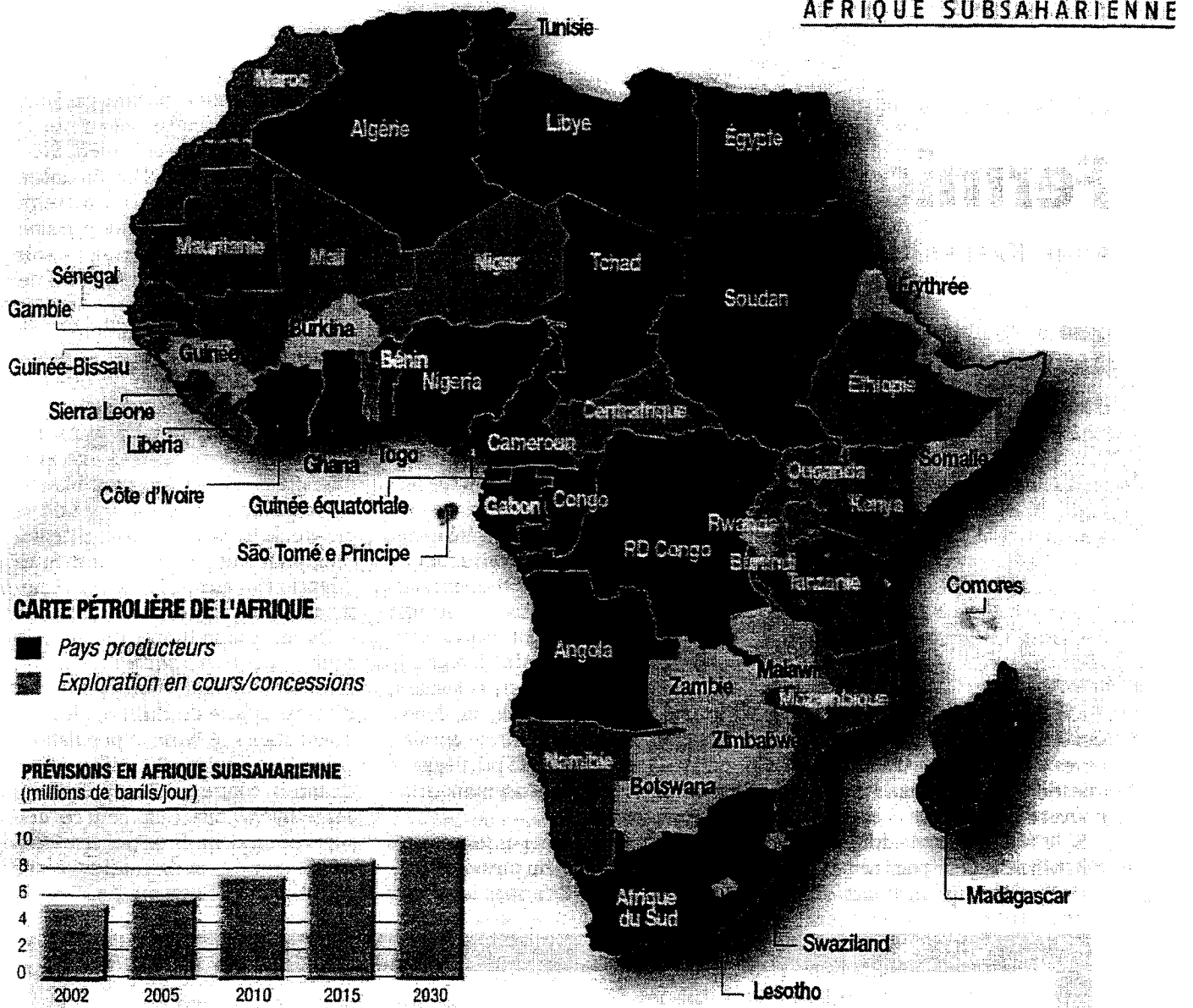


Annexe 11: Richesses minières de l'Afrique



Annexe 12 : Carte pétrolière de l'Afrique

AFRIQUE SUBSAHARIENNE



Annexe 13 : Importations pétrolières américaines par pays (en milliers de barils/jour)

December 2004 Import Highlights: Released on February 23, 2005

Total Imports of Petroleum (Top 15 Countries)
(Thousand Barrels per Day)

Country	YTD 2004	Jan - Dec 2003
CANADA	2,118	2,072
MEXICO	1,642	1,623
VENEZUELA	1,521	1,376
SAUDI ARABIA	1,556	1,774
NIGERIA	1,119	867
IRAQ	652	481
ALGERIA	439	382
UNITED KINGDOM	369	440
RUSSIA	281	254
VIRGIN ISLANDS	324	288
ANGOLA	316	371
ECUADOR	240	145
GABON	142	131
KUWAIT	250	220
COLOMBIA	168	195

Note: The data in the tables above exclude oil imports into the U.S. territories.

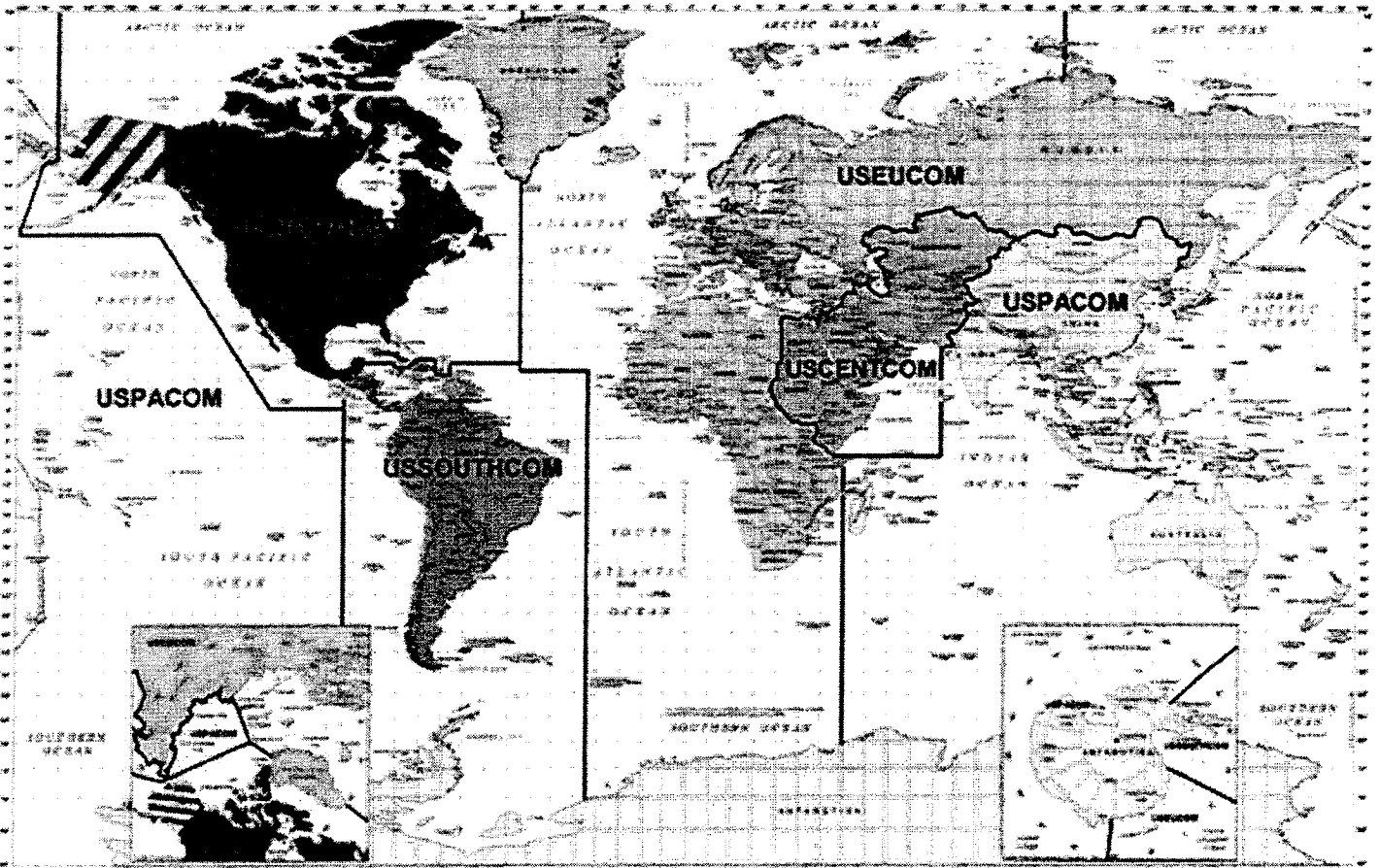
Annexe 14 : Prêts et ventes militaires à l'Afrique

	Loans			US Government Sales			US Commercial Sales		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Angola							0	399	911
Botswana	1,000	1,000	1,000	1,050	650	844	429	1,208	2,349
Cameroon							0	75	375
Djibouti							0	44	219
Eritrea	0	250	500						
Ethiopia	0	250	500	0	0	750	0	57	285
Gabon							280	473	586
Ghana	500	400	500	676	200	0			
Guinea	3,000	0	0	512	3,000	0			
Kenya	1,000	0	1,500				20	473	586
Mali				2,900	50	0			
Nigeria	10,000	6,000	6,000	6,953	3,000	4,500	58	5,812	12,595
Senegal	800	400	500	1,880	200	200			
South Africa	1,000	6,7000	6,000	136	350	500	740	5,856	19,234
Zambia							696	193	356
Zimbabwe				858	0	0			
Africa Total	18,200	15,000	18,500	21,151	8,650	7,744	2,223	14,393	30,004

Note: Chiffres en milliers de dollars. Vérifiés en 2001, Estimés pour 2002 et 2003

Source : <http://www.prairienet.org/acas/military/militarysales.html>

Annexe 15 : Les zones de responsabilité des commandements interarmées



BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES

KISSINGER Henry, *Does America Need a Foreign Policy? Toward a Diplomacy for the 21st Century*, New York; Touchstone, 2002.

WILSON Joseph, *The Politics of Truth; Inside the Lies that Led to War and Betrayed My Wife's CIA Identity*, New York; Carol & Graf Publishers, 2004.

ARTICLES DE REVUES

ABA Jean Daniel, "Washington Face aux Conflits Africains", *Géopolitique Africaine*, N° 7-8 été/automne, octobre 2002.

"Africa, Trade, Debt & the U.S. Presidential Elections", *Observer News* 27/10/04

"A long-term strategy against global disease", la page de l'éditorial, *International Herald Tribune*, 26/02/05.

"America's promises", la page de l'éditorial, *International Herald Tribune*, 29-30/1/05

ANDERSON John R., "A CINC for Sub-Saharan Africa? Rethinking the Unified Command Plan", *Parameters*, Winter 2000-2001

BATES Bob et PAINTER Dianne, "U.S. Foreign Policy and Sub-Saharan Africa", Mobil Corporation.

BECKER Elizabeth, "More for the world's poor; Rich nations agree on how and by how much", *International Herald Tribune*, 24/02/05.

BOOKER S. et COLGAN A., "'Compassionate Conservatism' Comes to Africa", *Current History*, mai 2004.

CARAFANO Jay C. et GARDINER Nile, "U.S. Military Assistance for Africa: A Better Solution", *Backgrounders*, The Heritage Foundation, 15/10/03

COLGAN Ann-Louise, "Africa Policy Outlook 2005", *Foreign Policy in Focus Policy Report*, janvier 2005.

COWELL Alan, "In Davos, spotlight turns to Africa", *International Herald Tribune*, 28/01/05.

"From chaos, order", *The Economist*, 05/03/05.

GARDNER Nile, "A New Vision for Africa", *Web Memo*, www.heritage.org, 3/7/03.

GARDNER Nile, "Issues 04: Africa", www.heritage.org, 2004.

HOCHSCHILD Adam, "The dark heart of mineral exploitation", *International Herald Tribune*, 24-25-26/12/04.

JUMA Calestous, "Reinvent Africa's military forces", *International Herald Tribune*, 23/02/05.

KRISTOFF Nicholas D., "Facing down the killers in Sudan", *International Herald Tribune*, 20/12/04.

La Banque mondiale, "Can Africa Claim the 21st Century?", World Bank, Washington D.C., mai, 2002.

LACEY Marc, "What the world wants from the U.S.", *International Herald Tribune*, 17/01/05.

LERICHE Frédéric, "La politique africaine des Etats-Unis: une mise en perspective", *Afrique contemporaine*, N 207- Automne 2003.

LUBOLD Gordon, "Experts See Need for Africa Command; Terrorism Concerns, Unrest Spur an Increased Focus on Continent.", *Marine Corps Times*, 22/11/04.

LYMAN Princeton N. et MORRISON J. Stephen, "Policy Shift", *Foreign Affairs*, Volume 83 No. 1.

MCDOOM Omar, "Calling the UN and the African Union", *International Herald Tribune*, 24-25-26/12/04.

MEALER Bryan, "Many Africans See U.S. As Distant Savior", *Washington Post*, 21/02/05.

MOSS Todd, "A Marshall Plan is not what Africa Needs", *International Herald Tribune*, 29/12/05.

"Overview of U.S. Economic Assistance to Africa", USAID, www.usaid.gov/locations/sub-saharan_africa/overview.html, 05/11/04.

PFANNER Eric, "Marketers looking at sub-Sahara", *International Herald Tribune*, 17/01/05.

POLGREEN Lydia, "Broader sanctions may await Togo", *International Herald Tribune*, 21/02/05.

SOUSSAN Michael, "Les Etats-Unis doivent s'engager auprès des armées africaines", *Géopolitique Africaine*, N° 7-8 été/automne, octobre 2002.

The African Policy Advisory Panel, sous le président W.H. Kansteiner III, "Rising U.S. Stakes in Africa", Center for Strategic and International Studies (CSIS), juillet 2004.

"The 'Jews' of Africa", *The Economist*, 21/08/04.

"Thousands died in Africa yesterday", la page de l'éditorial, *International Herald Tribune*, 28/02/05.

DOCUMENTS OFFICIELS

ARMITAGE Richard L., Discours devant l'Africa Partnership Forum, 04/10/04.

"An Overview of President Bush's African Policy", Communiqué de press, Bureau of African Affairs, US State Dept., 11/07/03.

BELLANY William A., Témoignage devant le Senate Foreign Relations Committee, 2/4/2003.

Texte du African Growth and Opportunity Act, www.agoa.gov/agoa_legislation.html.

WILLIAMSON Richard S., "African Development", Discours devant le Ad Hoc Committee of the Whole of the General Assembly for the Final Review and Appraisal of the Implementation of the United Nations New Agenda for the Development of Africa in the 1990s, 25/09/02.

SITES INTERNET

www.afrik.com

www.afrique-info.net

www.agoa.gov

www.biblelec.com

www.carlisle.army.mil/ssi

www.courrierinternational.com

www.csis.org

www.defenselink.mil

www.eia.doe.gov

www.fas.org

www.foreingnaffairs.org

www.foreignpolicy-infocus.org

www.fpif.org

www.frstrategie.org

www.hartford-hwp.com

www.heritage.org
www.irinnews.org
www.iris-france.org
www.janes.com
www.marinecorpstimes.com
www.ndsmcobserver.com
www.pdgs.org
www.portal.unesco.org
www.prairie.net.org
www.rand.org
www.state.gov
www.thenation.com
www.un.org
www.unaids.org
www.usaid.gov
www.usaid.org
www.usinfo.state.gov
www.washingtonpost.com
www.whitehouse.gov/infocus
www.whitehouse.gov/africa
www.whosea.org
www.worldbank.org

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	2
<u>I. La politique officiellement affichée</u>	4
1.1. La politique du président Bush pour l'Afrique noire	4
1.2. L'évolution de la politique des Etats-Unis pour l'Afrique noire	5
1.2.1. La guerre froide	7
1.2.2. L'administration Clinton	8
1.2.3. Après le 11 septembre 2001	8
1.3. Les priorités budgétaires et législatives	9
1.3.1. Les programmes de croissance économique	9
1.3.2. La coopération militaire	11
1.3.3. La promotion de la bonne gouvernance	12
1.3.4. Les politiques de la santé et de l'environnement	12
<u>II. Les critiques</u>	14
2.1. Le sous financement des initiatives sur le SIDA et de l'aide économique	14
2.1.1. Millenium Challenge Account	14
2.1.2. La lutte contre le VIH/SIDA	15
2.2. Les obstacles pour le développement	16
2.2.1. American Growth and Opportunity Act	16
2.2.2. L'annulation de la dette étrangère	17
2.3. L'incohérence des actions américaines en Afrique Noire	19
2.4. Les États-Unis s'intéressent seulement au pétrole et au terrorisme	20
2.5. Au-delà des paroles	21
<u>III. Des solutions potentielles pour l'avenir</u>	23
3.1. Plusieurs propositions	23
3.1.1. Sept propositions pour renforcer la politique des Etat Unis pour L'Afrique	23
3.1.2. Un autre point de vue	25
3.1.3. La création d'un nouveau commandement interarmées	27
3.1.4. Que devrait faire le président au Darfour	29

3.2. Ce que veut l'Afrique Noire	29
3.3. Ce que les Etats-Unis ne devraient pas faire	30
CONCLUSION	33
ANNEXES	35
Annexe 1 : Estimation de la population contaminée par le virus du SIDA	35
Annexe 2 : Les états pivots	36
Annexe 3 : Indice de développement humain en 2000	37
Annexe 4 : Taux de croissance du PIB	38
Annexe 5 : Aide américaine par secteur	39
Annexe 6 : Investissement américain	40
Annexe 7 : Les pays non bénéficiaires de l'AGOA en Afrique Noire	41
Annexe 8 : Commerce américain avec l'Afrique sub-Saharienne	42
Annexe 9 : Importations américaines par pays de l'Afrique sub-Saharienne	43
Annexe 10 : Exportations américaines par pays vers l'Afrique sub-Saharienne	44
Annexe 11 : Richesses minières de l'Afrique	45
Annexe 12 : Carte pétrolière de l'Afrique	46
Annexe 13 : Importations pétrolières américaines par pays	47
Annexe 14 : Prêts et ventes militaires à l'Afrique	48
Annexe 15 : Les zones de responsabilité des commandements interarmées	49
BIBLIOGRAPHIE	50